

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1770

[C — 2003/09370]

10 AVRIL 2003. — Loi réglant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Membres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

TITRE II

De l'organisation des juridictions militaires en temps de guerre

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. Le temps de guerre est fixé conformément à l'article 2 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver.

Art. 3. Il y a, pour le temps de guerre, des tribunaux militaires permanents et une Cour militaire dont le siège et le ressort sont fixés par le Roi. Les tribunaux militaires permanents et la Cour militaire sont installés à la date fixée par l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Au besoin, le Roi peut modifier le siège et le ressort de ces juridictions.

Le Roi peut également instituer des tribunaux militaires en campagne accompagnant les fractions de l'armée déterminées par Lui. Des tribunaux militaires en campagne extraordinaires peuvent également être créés dans les cas et selon les modalités visés à l'article 17.

Art. 4. § 1^{er}. Aucun magistrat du siège ne peut être désigné président de la Cour militaire ou d'un tribunal militaire, président de chambre effectif ou suppléant d'un tribunal militaire ou de la Cour militaire, juge d'instruction effectif ou suppléant s'il n'a pas préalablement été désigné magistrat de réserve pour le temps de guerre.

Aucun magistrat du ministère public ne peut être désigné magistrat effectif ou suppléant du ministère public près un tribunal militaire ou la Cour militaire, s'il n'a pas préalablement été désigné magistrat de réserve pour le temps de guerre.

Le Roi désigne les magistrats de réserve parmi les magistrats civils pour une période de neuf ans renouvelable.

Les désignations qui expirent en temps de guerre sont prorogées d'office.

§ 2. Aucun magistrat ne peut être désigné magistrat de réserve s'il n'est pas titulaire d'un brevet en techniques militaires délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense. Le brevet en techniques militaires atteste que le magistrat a suivi une formation militaire de base dispensée selon les modalités fixées par le Ministre de la Défense.

Le brevet en techniques militaires reste valable aussi longtemps que son titulaire peut fournir une attestation délivrée par le Ministère de la Défense à ceux qui ont suivi les cours de recyclage organisés tous les cinq ans.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1770

[C — 2003/09370]

10 APRIL 2003. — Wet tot regeling van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedstijd alsmede van het behoud ervan in oorlogstijd (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

TITEL II

Organisatie van de militaire rechtscolleges in oorlogstijd

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 2. De oorlogstijd wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden.

Art. 3. In oorlogstijd bestaan er bestendige militaire rechtbanken en een Militair Gerechtshof waarvan de zetel en het rechtsgebied door de Koning worden bepaald. De bestendige militaire rechtbanken en het Militair Gerechtshof worden geïnstalleerd op de bij koninklijk besluit bepaalde dag voor de mobilisatie van het leger. Indien nodig kan de Koning de zetel en het rechtsgebied van deze gerechten wijzigen.

De Koning kan daarenboven militaire rechtbanken te velde oprichten die de door Hem bepaalde legeronderdelen vergezellen. Buitengewone militaire rechtbanken te velde kunnen ook ingericht worden in de gevallen en op de wijze bedoeld in artikel 17.

Art. 4. § 1. Geen magistraat van de zetel kan worden aangewezen tot voorzitter van het Militair Gerechtshof of een militaire rechtbank, kamervoorzitter of plaatsvervangend kamervoorzitter van een militaire rechtbank of het Militair Gerechtshof, onderzoeksrechter of plaatsvervangend onderzoeksrechter indien hij voordien niet als reservemagistraat in oorlogstijd werd aangewezen.

Geen magistraat van het openbaar ministerie kan worden aangewezen als lid of als plaatsvervangend lid van het openbaar ministerie bij het Militair Gerechtshof of bij een militaire rechtbank indien hij voordien niet als reservemagistraat in oorlogstijd werd aangewezen.

De Koning wijst de reservemagistraten voor een hernieuwbare periode van negen jaar aan onder de burgerlijke magistraten.

Aanwijzingen die in oorlogstijd verstrijken, worden ambtshalve verlengd.

§ 2. Een magistraat kan niet als reservemagistraat worden aangewezen indien hij geen houder is van een brevet inzake militaire technieken dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt. Het brevet inzake militaire technieken bewijst dat de magistraat een militaire basisopleiding heeft gevolgd, op de wijze bepaald door de Minister van Landsverdediging.

Het brevet inzake militaire technieken blijft geldig zolang de houder een attest kan voorleggen, uitgereikt door het Ministerie van Landsverdediging aan diegenen die bijscholingscursussen hebben gevolgd welke om de vijf jaar worden georganiseerd.

§ 3. Le Roi désigne également des docteurs ou licenciés en droit qui peuvent être appelés à exercer les fonctions attribuées par la présente loi aux magistrats, pour autant qu'ils aient une expérience juridique utile de 3 ans minimum et soient titulaire d'un brevet en techniques militaires ou de l'attestation prévue au § 2, alinéa 2, délivré depuis moins de 5 ans par le ministère de la Défense.

Il ne peut être fait appel à un docteur ou un licencié en droit que lorsque des circonstances exceptionnelles empêchent la désignation d'un magistrat de réserve.

§ 4. Simultanément à l'adoption de l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée, le ministre de la Justice désigne, en fonction des besoins, les magistrats de réserve et les docteurs ou licenciés en droit de réserve appelés à exercer respectivement des fonctions dans les tribunaux militaires ou dans la Cour militaire. Le tirage au sort, organisé par le Ministre de la Justice, détermine quels sont les magistrats de réserve appelés à exercer des fonctions comme membre effectif et ceux appelés à exercer des fonctions comme membre suppléant.

Au besoin, des désignations peuvent intervenir postérieurement à l'adoption de l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Il peut être procédé à des désignations d'office pour les magistrats du ministère public.

Le Ministre de la Justice met fin aux désignations au fur et à mesure de la diminution de l'activité des juridictions militaires.

§ 5. L'auditeur général peut, en cas de besoin, désigner des magistrats parmi le cadre de réserve des magistrats du ministère public pour accompagner des troupes à l'étranger.

Art. 5. Nul ne peut être désigné pour exercer des fonctions, comme effectif ou suppléant, au greffe de la Cour militaire ou au greffe d'un tribunal militaire s'il n'a pas préalablement été désigné membre d'un greffe de réserve pour le temps de guerre.

Les membres des greffes de réserve pour le temps de guerre sont désignés par le Roi pour une période de neuf ans renouvelable, parmi les greffiers en chef, greffiers chef de service, greffiers, greffiers adjoints, rédacteurs ou employés de greffe.

Les désignations qui expirent en temps de guerre sont prorogées d'office.

Simultanément à l'adoption de l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée, le Ministre de la Justice désigne, en fonction des besoins, les membres du greffe de réserve appelés à exercer respectivement les fonctions de greffier ou de membre du personnel de greffe dans un tribunal militaire ou la Cour militaire. Le tirage au sort, organisé par le Ministre de la Justice, détermine quels sont les membres du greffe de réserve appelés à exercer des fonctions comme membre effectif et ceux appelés à exercer des fonctions comme membre suppléant.

Au besoin, des désignations peuvent intervenir d'office ou postérieurement à l'adoption de l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Nul ne peut être désigné membre d'un greffe de réserve s'il n'est pas titulaire du brevet en techniques militaires ou de l'attestation prévus à l'article 4, § 2, délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense.

Le Ministre de la Justice met fin aux désignations au fur et à mesure de la diminution de l'activité des juridictions militaires.

Art. 6. Nul ne peut être désigné pour exercer des fonctions comme effectif ou suppléant au sein du secrétariat de parquet de l'auditorat près un tribunal militaire ou du secrétariat de parquet de l'auditorat général près la Cour militaire s'il n'a pas préalablement été désigné membre d'un secrétariat de parquet de réserve pour le temps de guerre.

Les membres des secrétariats de parquet de réserve pour le temps de guerre sont désignés par le Roi pour une période de neuf ans renouvelable, parmi les secrétaires en chef, les secrétaires chef de service, les secrétaires, les secrétaires adjoints, les traducteurs, les rédacteurs et les employés. Les désignations qui expirent en temps de guerre sont prorogées d'office.

Simultanément à l'adoption de l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée, le Ministre de la Justice désigne, en fonction des besoins, les membres du secrétariat de parquet de réserve appelés à exercer respectivement des fonctions au secrétariat de parquet de l'auditorat près un tribunal militaire ou au secrétariat de parquet près l'auditorat général près la Cour militaire. Le tirage au sort, organisé par le Ministre de la Justice, détermine quels sont les membres du secrétariat de parquet de réserve appelés à exercer des fonctions comme membre effectif et ceux appelés à exercer des fonctions comme membre suppléant.

§ 3. Daarenboven wijst de Koning doctoren of licentiaten in de rechten aan die kunnen worden opgeroepen om het ambt, door deze wet toegekend aan de magistraten, uit te oefenen, voor zover zij een juridische nuttige ervaring van ten minste 3 jaar hebben en op voorwaarde dat ze houder zijn van een brevet inzake militaire technieken of het attest bedoeld in § 2, tweede lid, dat minder dan vijf jaar geleden door het ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

Men kan alleen een beroep doen op doctoren en licentiaten in de rechten indien het wegens uitzonderlijke omstandigheden niet mogelijk is een reservemagistraat aan te wijzen.

§ 4. Gelijktijdig met de afkondiging van het koninklijk besluit bepaald voor de mobilisatie van het leger wijst de minister van Justitie, naargelang de behoeften, de reservemagistraten en de reservedoctoren of licentiaten in de rechten aan die respectievelijk hun ambt zullen uitoefenen in de militaire rechtbanken of in het Militair Gerechtshof. De loting, georganiseerd door de Minister van Justitie, bepaalt welke reservemagistraten als vast lid en welke magistraten als plaatsvervangend lid zullen optreden.

Indien nodig kunnen de aanwijzingen gebeuren na de aanneming van het koninklijk besluit dat de mobilisatie van het leger vaststelt. Voor de magistraten van het openbaar ministerie kan worden overgegaan tot een ambtshalve aanwijzing.

De Minister van Justitie stelt een einde aan de aanwijzingen naargelang de vermindering van de activiteiten van de militaire gerechten.

§ 5. De auditeur-generaal kan, indien nodig, onder het reservekader van magistraten van het openbaar ministerie magistraten aanwijzen om de troepen naar het buitenland te vergezellen.

Art. 5. Niemand kan worden aangewezen om een ambt als lid of als plaatsvervangend lid van de griffie van het Militair Gerechtshof of van de griffie van een militaire rechtbank uit te oefenen indien hij voordien niet als lid van een reservegriffie in oorlogstijd werd aangewezen.

De Koning wijst de leden van een reservegriffie in oorlogstijd aan onder de hoofdgriffiers, de griffiers-hoofden van dienst, de griffiers, de adjunct-griffiers, de opstellers en de griffiebeambten, zulks voor een verlengbare termijn van negen jaar.

Aanwijzingen die in oorlogstijd verstrijken, worden ambtshalve verlengd.

Gelijktijdig met de afkondiging van het koninklijk besluit voor de mobilisatie van het leger wijst de Minister van Justitie, naargelang de behoeften, de leden van de reservegriffie aan die respectievelijk het ambt van griffier of van een personeelslid van de griffie van een militaire rechtbank of van het Militair Gerechtshof, zullen uitoefenen. De loting, georganiseerd door de Minister van Justitie, bepaalt welke leden van de reservegriffie zullen optreden als vast lid en welke zullen optreden als plaatsvervangend lid.

Indien nodig kunnen de aanwijzingen ambtshalve gebeuren of na de aanneming van het koninklijk besluit dat de mobilisatie van het leger vaststelt. Niemand kan als lid van een reservegriffie worden aangewezen indien hij geen houder is van een brevet inzake militaire technieken of het attest bedoeld in artikel 4, § 2, dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

De Minister van Justitie stelt een einde aan de aanwijzingen naargelang de vermindering van de activiteiten van de militaire gerechten.

Art. 6. Niemand kan worden aangewezen om een ambt als lid of als plaatsvervangend lid van het parketsecretariaat van het auditoraat bij een militaire rechtbank of van het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof uit te oefenen indien hij voordien niet als lid van een reserveparketsecretariaat in oorlogstijd werd aangewezen.

De Koning wijst de leden van de reserveparketsecretariaten in oorlogstijd aan onder de hoofdsecretarissen, de secretarissen-hoofden van dienst, de secretarissen, de adjunct-secretarissen, de vertalers, de opstellers en de beambten, zulks voor een hernieuwbare termijn van negen jaar. Aanwijzingen die in oorlogstijd verstrijken, worden ambtshalve verlengd.

Gelijktijdig met de afkondiging van het koninklijk besluit voor de mobilisatie van het leger wijst de Minister van Justitie, naargelang de behoeften, de leden van het reserveparketsecretariaat aan die respectievelijk een ambt in het parketsecretariaat van het auditoraat bij een militaire rechtbank of in het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof, zullen uitoefenen. De loting, georganiseerd door de Minister van Justitie, bepaalt welke leden van het reserveparketsecretariaat als vast lid en welke als plaatsvervangend lid zullen optreden.

Au besoin, des désignations peuvent intervenir d'office ou postérieurement à l'adoption de l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Nul ne peut être désigné membre d'un secrétariat de parquet de réserve s'il n'est pas titulaire du brevet en techniques militaires ou de l'attestation prévus à l'article 4, § 2, délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense.

Le Ministre de la Justice met fin aux désignations au fur et à mesure de la diminution de l'activité des juridictions militaires.

Art. 7. Sous réserve de l'application des dispositions de la présente loi, les dispositions du Code judiciaire réglant le statut des magistrats, des greffiers, des secrétaires et du personnel des greffes et des secrétariats de parquet sont applicables en temps de guerre.

Les magistrats de réserve, les membres des greffes de réserve et les membres des secrétariats de parquet de réserve qui exercent effectivement des fonctions dans un tribunal militaire ou à la Cour militaire conservent leur rémunération.

Ceux qui sont délégués pour exercer des fonctions supérieures bénéficient des traitements et indemnités attachés aux fonctions qu'ils remplissent par délégation s'ils sont plus élevés.

Les docteurs ou licenciés en droit désignés pour exercer des fonctions de magistrat reçoivent le traitement de base, tel que défini par l'article 355 du Code judiciaire, alloué au magistrat du siège ou du ministère public dont ils exercent la fonction. L'article 365, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du Code judiciaire leur est applicable par analogie.

CHAPITRE II. — Des tribunaux militaires

Section 1^{re}. — Du siège

Sous-section 1^{re}. — Des tribunaux militaires permanents

Art. 8. Les tribunaux militaires permanents sont composés d'une chambre française, d'une chambre néerlandaise, d'une chambre allemande et d'une chambre du conseil.

Hormis la chambre du conseil, les chambres sont composées :

1° d'un juge ou, dans le cas visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, d'un docteur ou licencié en droit de réserve autre qu'un militaire qui préside la chambre;

2° d'un officier supérieur, assesseur;

3° d'un officier subalterne ayant au moins le grade de capitaine, assesseur.

Art. 9. La chambre du conseil est composée d'un seul juge ou, dans le cas visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, d'un docteur ou licencié en droit de réserve connaissant la langue du prévenu.

Art. 10. Le Roi désigne pour chaque tribunal militaire un juge d'instruction parmi les juges de réserve ou, dans le cas visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, parmi les docteurs ou licenciés en droit de réserve.

Art. 11. Les tribunaux militaires sont présidés par un juge désigné parmi les magistrats de réserve.

Art. 12. § 1^{er}. Les magistrats de réserve désignés membre effectif d'un tribunal militaire sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions judiciaires et de toute obligation militaire autre que judiciaire dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que, dans les faits, ils soient appelés à exercer des fonctions dans un tribunal militaire.

§ 2. Lorsqu'un président de chambre ou un juge d'instruction est empêché, le président du tribunal désigne le remplaçant parmi les magistrats de réserve suppléants désignés pour siéger dans ce tribunal justifiant conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire de la connaissance de la même langue. Le remplaçant est immédiatement dispensé de ses autres fonctions judiciaires et de toute obligation militaire autre que judiciaire.

Lorsque le président d'un tribunal militaire est empêché, il est remplacé par un président de chambre qu'il désigne.

S'il ne peut désigner son remplaçant, le président est remplacé par le magistrat de réserve issu du siège désigné pour siéger dans ce tribunal ayant l'ancienneté de service la plus élevée.

§ 3. Les magistrats membres des tribunaux militaires et leurs suppléants reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers supérieurs.

Indien nodig kunnen de aanwijzingen ambtshalve gebeuren of na de aanneming van het koninklijk besluit dat de mobilisatie van het leger vaststelt. Niemand kan als lid van een reserveparketsecretariaat worden aangewezen indien hij geen houder is van een brevet inzake militaire technieken of het attest bedoeld in het artikel 4, § 2, dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

De Minister van Justitie stelt een einde aan de aanwijzingen naargelang de vermindering van de activiteiten van de militaire gerechten.

Art. 7. Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van deze wet, zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek tot regeling van het statuut van magistraten, griffiers, secretarissen en van het personeel van griffies en parketsecretariaten toepasselijk in oorlogstijd.

Reservemagistraten alsmede leden van reservegriffies en -parketsecretariaten die werkelijk een ambt uitoefenen in een militaire rechtbank of bij het Militair Gerechtshof, behouden hun bezoldiging.

Personen aangewezen om hogere functies uit te oefenen, krijgen de wedden en de vergoedingen verbonden aan het hoger ambt indien zij hoger zijn.

De doctoren of licentiaten in de rechten aangewezen om het ambt van magistraat te vervullen ontvangen de basiswedde zoals bepaald in artikel 355 van het Gerechtelijk Wetboek van de magistraat van de zetel of van het openbaar ministerie wiens ambt zij uitoefenen. Artikel 365, § 1, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek is op hen van overeenkomstige toepassing.

HOOFDSTUK II. — Militaire rechtbanken

Afdeling 1. — Zetel

Onderafdeling 1. — Bestendige militaire rechtbanken

Art. 8. De bestendige militaire rechtbanken bestaan uit een Nederlandse kamer, een Franse kamer, een Duitse kamer en een raadkamer.

Met uitzondering van de raadkamer bestaan de kamers uit :

1° een rechter of, in het geval bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, een niet militaire reservedoctor of -licentiaat in de rechten die de kamer voorziet;

2° een hoofdofficier als assessor;

3° een lagere officier als assessor die ten minste de graad van kapitein bezit.

Art. 9. De raadkamer bestaat uit een enkele rechter of, in het geval bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, een reservedoctor of -licentiaat in de rechten die de taal van de verdachte kent.

Art. 10. De Koning wijst voor elke militaire rechtbank onder de reserverechters of, in het geval bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, onder de reservedoctor of -licentiaten in de rechten, een onderzoeksrechter aan.

Art. 11. De militaire rechtbanken worden voorgezeten door een rechter die aangewezen wordt uit de reservemagistraten.

Art. 12. § 1. De reservemagistraten aangewezen als vast lid van een militaire rechtbank, zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere rechterlijke ambten en van alle andere militaire verplichtingen bij het leger dan de gerechtelijke indien zij in werkelijkheid een ambt moeten uitoefenen bij een militaire rechtbank.

§ 2. Wanneer een voorzitter van een kamer of een onderzoeksrechter verhinderd is, wijst de voorzitter van de rechtbank de plaatsvervanger aan onder de reserve plaatsvervangende magistraten die zijn aangewezen om te zetelen in die rechtbank en die het bewijs leveren van de kennis van dezelfde taal overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. De plaatsvervanger wordt onmiddellijk vrijgesteld van zijn andere rechterlijke ambten en van alle andere militaire verplichtingen dan de gerechtelijke.

Verhinderde voorzitters van een militaire rechtbank worden vervangen door de voorzitter van een kamer die zij aanwijzen.

Wanneer hij geen opvolger kan aanwijzen wordt de voorzitter vervangen door de reservemagistraat van de zetel, aangewezen om in die rechtbank te zetelen, die de hoogste dienstanciënniteit heeft.

§ 3. Magistraten die lid zijn van militaire rechtbanken en hun plaatsvervangers hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor hoofdofficieren.

Art. 13. § 1^{er}. Chaque assesseur d'un tribunal militaire a deux suppléants.

Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés, pour un terme de trois mois, par tirage au sort parmi les officiers de grade au moins égal à celui de capitaine en service dans la fraction de l'armée ou sur le territoire pour lesquels le tribunal militaire est institué.

§ 2. Au début de chaque période de trois mois, le ministre de la Défense transmet au président du tribunal militaire les listes des officiers en activité de service de grade au moins égal à celui de capitaine dans la fraction de l'armée ou sur le territoire pour lesquels le tribunal militaire est institué.

Les listes indiquent le rôle linguistique de chaque officier et s'il justifie, conformément à l'article 49, §§ 6 et 8, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, de la connaissance de la langue allemande.

§ 3. Lors de la première audience de chaque session, le président du tribunal militaire procède au tirage au sort des assesseurs effectifs et suppléants.

§ 4. Chaque assesseur prête sur réquisition de l'auditeur militaire, au début de la première audience à laquelle il est appelé à siéger le serment suivant :

« Je jure de remplir loyalement mes fonctions d'assesseur, de garder le secret des délibérations et de juger les personnes traduites devant nous, sans haine, sans crainte, sans complaisance, avec la seule volonté d'exécuter la loi. »

§ 5. Dans chaque jugement du tribunal militaire, il est fait mention du procès-verbal du tirage au sort.

§ 6. Quand un prévenu est officier, aucune fonction judiciaire ne peut être remplie à son égard par un officier d'un grade inférieur ou moins ancien dans le même grade.

Art. 14. L'assesseur empêché est remplacé par un suppléant ou, à défaut de suppléant, par l'officier qui le suit dans la liste générale.

Art. 15. Le commandant du siège d'un tribunal militaire peut ordonner le renouvellement des assesseurs de ce tribunal, chaque fois que cette mesure est justifiée par les mouvements du corps de troupe de la garnison.

Sous-section 2. — Des tribunaux militaires en campagne

Art. 16. § 1^{er}. Les tribunaux militaires en campagne sont composés de la même manière que les tribunaux militaires permanents sauf circonstances exceptionnelles constitutives d'un état de nécessité.

§ 2. Lorsque les circonstances exceptionnelles constitutives de l'état de nécessité ne permettent pas la désignation de magistrats de réserve ou de docteurs ou licenciés en droit de réserve ou lorsqu'ils sont empêchés, le commandant de la fraction de l'armée ou du territoire pour lesquels le tribunal militaire en campagne est institué désigne, pour un terme qui ne pourra pas dépasser trois mois, des docteurs ou licenciés en droit, ou à défaut, des officiers supérieurs pour exercer les fonctions de juge.

§ 3. Lorsque les circonstances exceptionnelles constitutives de l'état de nécessité rendent la désignation d'un juge d'instruction impossible les fonctions de juge d'instruction peuvent être exercées par un magistrat du Ministère public près le tribunal militaire en campagne qui ne pourra plus intervenir comme magistrat du ministère public dans cette procédure. À défaut de magistrat du Ministère public les fonctions de juge d'instruction peuvent être exercées par un docteur ou un licencié en droit ou par un officier. Cet officier ne pourra cumuler les fonctions d'instructeur et d'assesseur au cours d'une même procédure.

§ 4. En cas d'empêchement des assesseurs et de leurs suppléants, le commandant de la fraction de l'armée ou du territoire pour lesquels un tribunal militaire en campagne est institué désigne des officiers pour remplir leurs fonctions pour un terme qui ne pourra pas dépasser trois mois.

§ 5. Quand un prévenu est officier, aucune fonction judiciaire ne peut être remplie à son égard par un officier d'un grade inférieur ou moins ancien dans le même grade.

Art. 13. § 1. Elke assessor bij een militaire rechtbank heeft twee plaatsvervangers.

Assessoren en hun plaatsvervangers worden voor een termijn van drie maanden bij loting aangewezen onder de officieren met ten minste de graad van kapitein die in dienst zijn in het legeronderdeel of op het grondgebied waarvoor de militaire rechtbank is ingesteld.

§ 2. Bij aanvang van elke driemaandelijke periode bezorgt de minister van Landsverdediging aan de voorzitter van de militaire rechtbank de lijsten van de officieren in actieve dienst met ten minste de graad van kapitein in het legeronderdeel of op het grondgebied waarvoor de militaire rechtbank is ingesteld.

Op de lijsten wordt de taalrol van elke officier vermeld, alsook of hij overeenkomstig artikel 49, §§ 6 en 8, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, het bewijs levert de Duitse taal te kennen.

§ 3. Op de eerste terechtzitting van elke zitting wijst de voorzitter van de militaire rechtbank de assessoren en hun plaatsvervangers aan bij loting.

§ 4. Elke assessor legt op verzoek van de militaire auditeur de volgende eed af bij de aanvang van de eerste terechtzitting waarop hij zitting heeft :

« Ik zweer mijn ambt als assessor eerlijk te vervullen, de beraadslagingen geheim te houden en de voor ons terechtstaande personen zonder haat, zonder vrees, zonder inschikkelijkheid te berechten, alleen met de wil om de wet uit te voeren. »

§ 5. Elk vonnis van de militaire rechtbank maakt melding van het proces-verbaal van de loting.

§ 6. Wanneer de betichte een officier is, mag jegens hem geen enkel rechterlijk ambt worden waargenomen door een officier die lager in graad is of, met dezelfde graad maar met een geringere anciënniteit in die graad.

Art. 14. Een verhinderde assessor wordt vervangen door een plaatsvervanger of bij gebrek aan een plaatsvervanger, door de officier die na hem op de algemene lijst voorkomt.

Art. 15. Telkens als de verplaatsingen van de troepenmacht van het garnizoen zulks rechtvaardigen, kan de commandant van de zetel van een militaire rechtbank bevelen de assessoren ervan te vernieuwen.

Onderafdeling 2. — Militaire rechtbanken te velde

Art. 16. § 1. De militaire rechtbanken te velde zijn op dezelfde wijze samengesteld als de bestendige militaire rechtbanken tenzij er uitzonderlijke omstandigheden zijn die een noodtoestand doen ontstaan.

§ 2. Indien door uitzonderlijke omstandigheden die een noodtoestand doen ontstaan geen reservemagistraten of geen reservedoctoren of licentiaten in de rechten kunnen worden aangewezen of indien zij verhinderd zijn, wijst de commandant van het legeronderdeel of van het grondgebied waarvoor de militaire rechtbank te velde is ingesteld, voor een termijn van ten hoogste drie maanden doctoren of licentiaten in de rechten, of bij gebreke hoofdofficieren aan om het ambt van rechter uit te oefenen.

§ 3. Indien door uitzonderlijke omstandigheden die een noodtoestand doen ontstaan, geen onderzoeksrechter kan worden aangewezen, kan het ambt van onderzoeksrechter worden uitgeoefend door een magistraat van het Openbaar Ministerie bij de militaire rechtbank te velde die achteraf niet meer als magistraat van het openbaar ministerie kan optreden in deze procedure. Bij gebreke aan een magistraat van het Openbaar Ministerie, kan het ambt van onderzoeksrechter worden uitgeoefend door een doctor of een licentiaat in de rechten of door een officier. Deze officier mag het ambt van onderzoeksrechter en assessor in het kader van eenzelfde procedure niet cumuleren.

§ 4. Bij verhindering van de assessoren en van hun plaatsvervangers wijst de commandant van het legeronderdeel of van het grondgebied waarvoor de militaire rechtbank te velde is ingesteld, officieren aan om hun ambt uit te oefenen voor een termijn van ten hoogste drie maanden.

§ 5. Wanneer de betichte een officier is, mag jegens hem geen enkel rechterlijk ambt worden waargenomen door een officier die lager in graad is of, met dezelfde graad maar met een geringere anciënniteit in die graad.

Sous-section 3

Des tribunaux militaires en campagne extraordinaires

Art. 17. § 1^{er}. Lorsqu'une place est investie ou se trouve dans des circonstances qui constituent l'état de siège selon l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, le commandant peut instituer un tribunal militaire en campagne extraordinaire.

Dans ces circonstances, le tribunal militaire en campagne est composé d'une chambre correctionnelle et d'une chambre du conseil.

Chaque tribunal militaire en campagne est présidé par un officier supérieur qui justifie conformément à l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire de la connaissance de la langue de la personne poursuivie.

§ 2. Les fonctions de juge d'instruction peuvent être exercées par l'officier désigné pour exercer les fonctions de magistrat du Ministère public. Cet officier ne pourra cumuler les fonctions d'instructeur et d'assesseur au cours d'une même procédure.

§ 3. Le commandant désigne un officier supérieur du rang le plus élevé pour siéger au sein de la chambre du conseil.

§ 4. Outre les officiers désignés pour exercer les fonctions de juge, le commandant désigne deux assesseurs, et deux assesseurs suppléants pour siéger à la chambre correctionnelle en respectant autant que possible les règles prescrites pour la composition des tribunaux militaires.

En cas d'empêchement des assesseurs et de leurs suppléants, le commandant de la fraction de l'armée ou du territoire pour lesquels un tribunal militaire en campagne extraordinaire est institué désigne des officiers pour remplir leurs fonctions pour un terme qui ne pourra pas dépasser trois mois.

§ 5. Lors de la composition des chambres, le commandant désigne des officiers qui justifient, conformément à l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, de la connaissance de la langue du prévenu.

§ 6. Quand un prévenu est officier, aucune fonction judiciaire ne peut être remplie à son égard par un officier d'un grade inférieur ou moins ancien dans le même grade.

Art. 18. L'arrêté royal instituant le tribunal militaire en campagne extraordinaire peut charger le Ministre de la Défense de désigner un officier général ou supérieur qui exercera les fonctions dévolues au commandant de la fraction de l'armée ou du territoire.

Section 2. — Du Ministère public

Sous-section 1^{re}. — Des magistrats du Ministère public

Art. 19. Les fonctions du Ministère public près le tribunal militaire permanent sont exercées par un auditeur militaire sous la surveillance et la direction de l'auditeur général près la Cour militaire.

Art. 20. L'auditeur militaire est assisté par un ou plusieurs premiers substituts ou substitués de l'auditeur militaire ou de docteurs ou licenciés en droit de réserve placés sous sa surveillance et sa direction immédiate.

Art. 21. Les magistrats de réserve désignés auditeurs militaires, premiers substituts et substitués de l'auditeur militaire effectifs sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions judiciaires et de toute obligation militaire autre que judiciaire dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que, dans les faits, ils soient appelés à exercer des fonctions dans un tribunal militaire ou un tribunal militaire en campagne.

Art. 22. L'auditeur militaire tient un registre des jugements, dans lequel sont inscrits les noms de toutes les personnes jugées par le tribunal militaire avec la qualification des infractions, la décision, les dates des recours d'appel ou en cassation, les décisions intervenues, les dates du commencement et de la fin de l'exécution des peines prononcées, le lieu où ces peines sont subies et les remises ou réductions de peines accordées par le Roi.

Onderafdeling 3

Buitengewone militaire rechtbanken te velde

Art. 17. § 1. Wanneer een plaats is ingesloten of de omstandigheden er van zodanige aard zijn dat zij zich in staat van beleg bevindt overeenkomstig de besluitwet van 11 oktober 1916 betreffende de staat van oorlog en de staat van beleg, kan de commandant een buitengewone militaire rechtbank te velde instellen.

In die omstandigheden bestaat de militaire rechtbank te velde uit een correctionele kamer en een raadkamer.

Elke militaire rechtbank te velde wordt voorgezeten door een hoofdofficier die overeenkomstig artikel 49 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken het bewijs levert van de kennis van de taal van de vervolgd persoon.

§ 2. Het ambt van onderzoeksrechter kan worden uitgeoefend door de officier aangewezen om het ambt van magistraat van het Openbaar Ministerie uit te oefenen. Deze officier mag het ambt van onderzoeksrechter en assessor in het kader van eenzelfde procedure niet cumuleren.

§ 3. De commandant wijst een hoofdofficier met de hoogste rang aan om te zetelen in de raadkamer.

§ 4. Naast de officieren aangewezen om het ambt van rechter uit te oefenen wijst de commandant twee assessoren en twee plaatsvervangende assessoren aan om zitting te hebben in de correctionele kamer, waarbij de regels betreffende de samenstelling van militaire rechtbanken zoveel mogelijk in acht worden genomen.

Bij verhindering van de assessoren en hun plaatsvervaarders wijst de commandant van het legeronderdeel of van het grondgebied waarvoor een buitengewone militaire rechtbank te velde is ingesteld, voor een termijn van ten hoogste drie maanden, officieren aan om hun ambt uit te oefenen.

§ 5. De commandant wijst bij de samenstelling van de kamers de officieren aan die overeenkomstig artikel 49 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken het bewijs leveren van de kennis van de taal van de beklagde.

§ 6. Wanneer de betichte een officier is, mag jegens hem geen enkel rechterlijk ambt worden waargenomen door een officier die lager in graad is of, met dezelfde graad maar met een geringere anciënniteit in die graad.

Art. 18. Bij het koninklijk besluit tot instelling van de buitengewone militaire rechtbank te velde kan aan de Minister van Landsverdediging worden opgedragen een opperofficier of een hoofdofficier aan te wijzen teneinde het ambt van de commandant van het legeronderdeel of van het grondgebied uit te oefenen.

Afdeling 2. — Openbaar Ministerie

Onderafdeling 1. — Magistraten van het Openbaar Ministerie

Art. 19. Een militair auditeur oefent het ambt van Openbaar Ministerie uit bij de bestendige militaire rechtbank onder het toezicht en de leiding van de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof.

Art. 20. De militaire auditeur wordt bijgestaan door een of meer eerste substituten of substituten van de militaire auditeur of reserve-doctoren of -licentiaten in de rechten die onder zijn toezicht en onmiddellijke leiding staan.

Art. 21. De reservemagistraten aangewezen als vaste militaire auditeurs, eerste substituten en substituten van de militaire auditeur zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere rechterlijke ambten en alle andere militaire verplichtingen dan de gerechtelijke, indien zij in werkelijkheid een ambt moeten uitoefenen bij een militaire rechtbank of bij een militaire rechtbank te velde.

Art. 22. De militaire auditeur houdt een register van vonnissen bij, waarin de namen van alle personen berecht door de militaire rechtbank worden ingeschreven, alsook de omschrijving van de misdrijven, de beslissing, de datums van hoger beroep of van voorziening in cassatie, de genomen beslissingen, de aanvangs- en einddatums van de tenuitvoerlegging van de uitgesproken straffen, de plaats waar die straffen worden ondergaan en de door de Koning toegekende kwijtschelding of vermindering van straffen.

Art. 23. L'auditeur militaire, les premiers substitués et les substitués de l'auditeur militaire reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers supérieurs.

Art. 24. A son entrée en fonction, l'auditeur militaire dresse un inventaire des archives et des objets dont il est responsable. Il en transmet une copie à l'auditeur général. A la date fixée par le Roi pour la remise de l'armée sur pied de paix, il transmet l'ensemble des archives au greffe correctionnel du tribunal de première instance de Bruxelles.

Sous-section 2. — Des non-magistrats

Art. 25. Lorsque les circonstances exceptionnelles empêchent la désignation d'un magistrat professionnel de réserve il est fait appel à un docteur ou un licencié en droit de réserve.

Lorsque les circonstances ne permettent ni la désignation de magistrat de réserve ni de docteur ou licencié en droit de réserve ou lorsqu'ils sont empêchés, le commandant de la fraction de l'armée ou du territoire pour lesquels le tribunal militaire en campagne est institué, désigne un docteur ou licencié en droit ou à défaut, un officier supérieur pour exercer les fonctions de magistrat du ministère public. La personne désignée doit connaître la langue du prévenu. Elle prête le serment prévu à l'article 13, § 4.

Art. 26. Lorsqu'une place est investie ou se trouve dans des circonstances qui, selon l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, constituent l'état de siège, le commandant désigne un officier supérieur pour exercer les fonctions de magistrat du Ministère public. L'officier prête le serment prévu à l'article 13, § 4.

Section 3. — Du greffe

Art. 27. Il y a un greffe auprès de chaque tribunal militaire. Le greffe est composé d'un greffier en chef, de greffiers chef de service, de greffiers, de greffiers adjoints, de rédacteurs et d'employés.

Art. 28. Ceux désignés comme membres effectifs d'un greffe de réserve sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions dans un greffe et de toute obligation militaire autre que judiciaire dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que, dans les faits, ils exercent des fonctions dans un greffe.

Art. 29. En cas d'empêchement, le membre du greffe ou du personnel du greffe est remplacé par un suppléant désigné par le président du tribunal parmi les membres suppléants du greffe de réserve. Le suppléant est immédiatement dispensé de ses autres fonctions et de toute obligation militaire autre que judiciaire.

Art. 30. Lorsque l'effectif du greffe doit être complété en vue du bon fonctionnement des tribunaux militaires, le ministre de la Justice, sur avis conforme du procureur du Roi, délègue, à des fonctions égales ou supérieures, des greffiers, greffiers adjoints, rédacteurs ou employés des greffes civils, titulaires du brevet en techniques militaires ou de l'attestation prévus à l'article 4, § 2, délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense.

Art. 31. Au besoin, le Ministre de la Défense peut désigner des militaires pour exercer des fonctions au sein du greffe.

En outre, lorsqu'il n'est pas possible de faire appel à un membre du greffe de réserve ou à un militaire désigné par le Ministre de la Défense, le commandant peut désigner un ou plusieurs militaires pour exercer les fonctions au sein du greffe.

Art. 32. Le greffier en chef et son suppléant reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.

Art. 23. De militaire auditeur, de eerste substituten en substituten van de militaire auditeur hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor hoofdofficieren.

Art. 24. De militaire auditeur maakt bij zijn ambtsaanvaarding een inventaris op van de archieven en voorwerpen waarvoor hij verantwoordelijk is. Hij bezorgt een afschrift ervan aan de auditeur-generaal. Op de dag door de Koning bepaald voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet zendt hij het geheel van de archieven over aan de correctionele griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Onderafdeling 2. — Niet-magistraten

Art. 25. Wanneer uitzonderlijke omstandigheden de aanwijzing van een professionele reservemagistraat verhinderen, wordt er een beroep gedaan op een reservedoctor of -licentiaat in de rechten.

Indien door omstandigheden noch een reservemagistraat noch een reservedoctor of -licentiaat in de rechten kunnen worden aangewezen of indien zij verhinderd zijn, wijst de commandant van het legeronderdeel of van het grondgebied waarvoor de militaire rechtbank te velde is ingesteld, een doctor of licentiaat in de rechten of, bij gebreke daar aan, een hoofdofficier aan om het ambt van magistraat van het openbaar ministerie uit te oefenen. De aangewezen persoon moet de taal van de beklagde kennen. Hij legt de eed af zoals bepaald in artikel 13, § 4.

Art. 26. Wanneer een plaats is ingesloten of de omstandigheden er van zodanige aard zijn dat zij zich in staat van beleg bevindt in de zin van de besluitwet van 11 oktober 1916 betreffende de staat van oorlog en de staat van beleg, wijst de commandant een hoofdofficier aan om het ambt van magistraat van het Openbaar Ministerie uit te oefenen. De officier legt de eed af zoals bepaald in artikel 13, § 4.

Afdeling 3. — Griffie

Art. 27. Elke militaire rechtbank heeft een griffie. De griffie bestaat uit een hoofdgriffier, griffiers-hoofden van dienst, griffiers, adjunct-griffiers, opstellers en beambten.

Art. 28. Personen die worden aangewezen als lid van een reserve-griffie zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere ambten in een griffie en van alle andere militaire verplichtingen dan de gerechtelijke, indien zij in werkelijkheid een ambt uitoefenen bij een griffie.

Art. 29. Verhinderde leden en personeelsleden van de griffie worden vervangen door een plaatsvervanger, die wordt aangewezen door de voorzitter van de rechtbank onder de plaatsvervangers van de reservegriffie. De plaatsvervanger wordt onmiddellijk vrijgesteld van zijn andere ambten en van alle andere militaire verplichtingen dan de gerechtelijke.

Art. 30. Indien de personeelsbezetting van de griffie moet worden aangevuld met het oog op de behoorlijke werking van de militaire rechtbanken, verleent de minister van Justitie op gelijkkluidend advies van de procureur des Konings een gelijk of hoger ambt aan griffiers, adjunct-griffiers, opstellers of beambten van burgerlijke griffies, houders van een brevet inzake militaire technieken of het attest bepaald in artikel 4, § 2, dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

Art. 31. Indien nodig kan de Minister van Landsverdediging militairen aanwijzen om in de griffie een ambt uit te oefenen.

Wanneer het bovendien niet mogelijk is om een beroep te doen op een lid van de reservegriffie of op een door de Minister van Landsverdediging aangewezen militair, kan de commandant één of meer militairen aanwijzen om het ambt in de griffie uit te oefenen.

Art. 32. De hoofdgriffier en zijn plaatsvervanger hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor lagere officieren.

Section 4. — Du secrétariat

Art. 33. Il y a près de chaque tribunal militaire un secrétariat de parquet de l'auditorat militaire composé d'un secrétaire en chef, de secrétaires chef de service, de secrétaires, de secrétaires adjoints, de traducteurs, de rédacteurs et d'employés, dont le nombre est fixé par le Roi.

Art. 34. Ceux qui ont été désignés membre effectif du secrétariat de parquet de réserve sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions dans un secrétariat de parquet et de toute obligation militaire autre que judiciaire dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que dans les faits ils exercent une fonction au sein d'un secrétariat de parquet.

Art. 35. En cas d'empêchement, le membre du personnel du secrétariat de parquet est remplacé par un suppléant désigné par le président du tribunal parmi les membres suppléants du secrétariat de parquet de réserve. Le suppléant est immédiatement dispensé de ses autres fonctions et de toute obligation militaire autre que judiciaire.

Art. 36. Lorsque l'effectif du secrétariat de parquet doit être complété en vue du bon fonctionnement des secrétariats de parquet près les tribunaux militaires, le Ministre de la Justice délègue à des fonctions égales ou supérieures, sur avis conforme du procureur général ou du procureur du Roi, des secrétaires, secrétaires adjoints, traducteurs, rédacteurs et employés, titulaires du brevet en techniques militaires, ou de l'attestation prévus à l'article 4, § 2, délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense.

Art. 37. Au besoin, le Ministre de la Défense peut désigner des militaires pour exercer les fonctions au sein du secrétariat de parquet. En outre, lorsqu'il n'est pas possible de faire appel à un membre du secrétariat de parquet de réserve ou à un militaire désigné par le Ministre de la Défense, le commandant peut désigner un ou plusieurs militaires pour exercer les fonctions au sein du secrétariat de parquet.

Art. 38. Le secrétaire en chef et son suppléant reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.

CHAPITRE III. — *De la Cour militaire**Section 1^{re}. — Du siège*

Art. 39. La Cour militaire est composée d'une chambre française, d'une chambre néerlandaise, d'une chambre allemande et d'une chambre des mises en accusation.

Art. 40. Hormis la chambre des mises en accusation, les chambres sont composées :

1° d'un conseiller à la cour d'appel ou dans le cas visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, d'un docteur ou licencié en droit de réserve autre qu'un militaire qui préside la chambre;

2° d'un colonel ou un lieutenant colonel assesseur;

3° d'un major, assesseur.

Art. 41. La chambre des mises en accusation est composée d'un magistrat de réserve ou dans le cas visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, d'un docteur ou d'un licencié en droit de réserve.

Art. 42. Le président de la Cour militaire est un conseiller à la cour d'appel désigné parmi les magistrats de réserve.

Art. 43. § 1^{er}. Le magistrat de réserve désigné président effectif ou président de chambre effectif de la Cour militaire est dispensé automatiquement de ses autres fonctions judiciaires et de toute obligation militaire autre que judiciaire dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que dans les faits il exerce des fonctions à la Cour militaire.

Afdeling 4. — Secretariaat

Art. 33. Elke militaire rechtbank heeft een parketsecretariaat van het militair auditoraat, samengesteld uit een hoofdsecretaris, secretarissen-hoofd van dienst, secretarissen, adjunct-secretarissen, vertalers, opstellers en beambten, van wie het aantal door de Koning wordt bepaald.

Art. 34. Personen die worden aangewezen als vast lid van een reserveparketsecretariaat zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere ambten in een parketsecretariaat en alle andere militaire verplichtingen dan de gerechtelijke, indien zij in werkelijkheid een ambt uitoefenen bij een parketsecretariaat.

Art. 35. Verhinderde personeelsleden van het parketsecretariaat worden vervangen door een plaatsvervanger die wordt aangewezen door de voorzitter van de rechtbank onder de plaatsvervangers van het reserveparketsecretariaat. De plaatsvervanger wordt onmiddellijk vrijgesteld van zijn andere ambten en van alle andere militaire verplichtingen dan de gerechtelijke.

Art. 36. Indien de personeelsbezetting van het parketsecretariaat moet worden aangevuld met het oog op de behoorlijke werking van de parketsecretariaten bij de militaire rechtbanken, verleent de Minister van Justitie op gelijkluidend advies van de procureur-generaal of van de procureur des Konings een gelijk of hoger ambt aan secretarissen, adjunct-secretarissen, vertalers, opstellers en beambten, houders van een brevet inzake de militaire technieken of van het attest, bedoeld in artikel 4, § 2, dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

Art. 37. Desnoods kan de Minister van Landsverdediging militairen aanwijzen om in het parketsecretariaat een ambt uit te oefenen. Bovendien, wanneer het niet mogelijk is om een beroep te doen op een lid van het reserveparketsecretariaat of op een door de Minister van Landsverdediging aangewezen militair, kan de commandant één of meer militairen aanwijzen om het ambt in het parketsecretariaat uit te oefenen.

Art. 38. De hoofdsecretaris en zijn plaatsvervanger hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor lagere officieren.

HOOFDSTUK III. — *Militair Gerechtshof**Afdeling I. — Zetel*

Art. 39. Het Militair Gerechtshof bestaat uit een Nederlandse kamer, een Franse kamer, een Duitse kamer en een kamer van inbeschuldigingstelling.

Art. 40. Met uitzondering van de kamer van inbeschuldigingstelling bestaan de kamers uit :

1° een raadsheer bij het hof van beroep of in het geval bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, een niet-militaire reservedoctor of -licentiaat in de rechten die de kamer voorzigt;

2° een kolonel of een luitenant-kolonel als assessor;

3° een majoor als assessor.

Art. 41. De kamer van inbeschuldigingstelling bestaat uit een reservemagistraat of, in het geval bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, uit een reservedoctor of -licentiaat in de rechten.

Art. 42. De voorzitter van het Militair Gerechtshof is een raadsheer bij het hof van beroep aangewezen onder de reservemagistraten.

Art. 43. § 1. Reservemagistraten die worden aangewezen als vast voorzitter of als vast voorzitter van een kamer van het Militair Gerechtshof zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere rechterlijke ambten en alle andere militaire verplichtingen, dan de gerechtelijke indien zij in werkelijkheid een ambt uitoefenen bij het Militair Gerechtshof.

§ 2. Lorsqu'un président de chambre est empêché, il est remplacé par un suppléant désigné par lui. S'il ne peut désigner son remplaçant, le président est remplacé par le conseiller à la cour d'appel du cadre de réserve ayant l'ancienneté de fonction la plus élevée. Ce suppléant est immédiatement dispensé de ses autres fonctions judiciaires.

§ 3. Le président, le président de chambre de la Cour militaire et leurs suppléants reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers généraux.

Art. 44. Chaque assesseur de la Cour militaire a deux suppléants.

Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés par tirage au sort pour une session de trois mois.

Au début de chaque période de trois mois, le Ministre de la Défense transmet au président de la Cour les listes des officiers en service actif de grade supérieur à celui du capitaine commandant.

Les listes indiquent le rôle linguistique de chaque officier et s'il justifie, conformément à l'article 49, §§ 6 et 8, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, de la connaissance de la langue allemande.

Lors de la première audience de chaque session, le président de la Cour militaire procède au tirage au sort des assesseurs effectifs et suppléants.

Art. 45. Si le nombre de suppléants est insuffisant pour constituer la Cour, elle est complétée par un tirage au sort supplémentaire.

Art. 46. Quand un prévenu est officier, aucune fonction judiciaire ne peut être remplie à son égard par un officier d'un grade inférieur ou moins ancien dans le même grade.

Art. 47. Le Ministre de la Justice et le procureur général près la Cour de cassation reçoivent copie du procès verbal du tirage au sort des assesseurs effectifs et de leurs suppléants.

Art. 48. Chaque assesseur prête, sur réquisition de l'auditeur général, au début de la première audience à laquelle il est appelé à siéger le serment suivant :

« Je jure de remplir loyalement mes fonctions d'assesseur, de garder le secret des délibérations et de juger les personnes traduites devant nous sans haine, sans crainte, sans complaisance, avec la seule volonté d'exécuter la loi. »

Art. 49. Le règlement d'ordre intérieur de la Cour militaire est établi par le Roi sur avis de la Cour.

Section II. — Du ministère public

Art. 50. Les fonctions du Ministère public près la Cour militaire sont exercées par l'auditeur général.

Il est assisté par un premier avocat général et un ou plusieurs avocats généraux près la Cour militaire et par un ou plusieurs substituts de l'auditeur général ou de docteurs ou licenciés en droit de réserve, placés sous sa surveillance et sa direction immédiate.

Art. 51. Les magistrats du ministère public de réserve effectifs sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions judiciaires dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que dans les faits ils exercent des fonctions au sein de l'auditorat général près la Cour militaire.

Art. 52. Le membre du Ministère public empêché est remplacé par un magistrat du ministère public de réserve suppléant désigné par l'auditeur général. Ce suppléant est immédiatement dispensé de ses autres fonctions judiciaires pour autant que dans les faits il exerce des fonctions au sein de l'auditorat général près la Cour militaire.

§ 2. Wanneer de voorzitter van een kamer is verhinderd, wordt hij vervangen door een plaatsvervanger die door hem wordt aangewezen. Wanneer hij zijn vervanger niet kan aanwijzen, wordt de voorzitter vervangen door een raadsheer bij het hof van beroep uit het reservekader die de grootste dienstanciënniteit heeft. Die plaatsvervanger wordt onmiddellijk vrijgesteld van zijn andere rechterlijke ambten.

§ 3. De voorzitter, de voorzitter van een kamer van het Militair Gerechtshof alsook hun plaatsvervangers hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor opperofficieren.

Art. 44. Elke assessor van het Militair Gerechtshof heeft twee plaatsvervangers.

De assessoren en hun plaatsvervangers worden bij loting aangewezen voor een zitting van drie maanden.

Bij aanvang van elke driemaandelijke periode bezorgt de Minister van Landsverdediging aan de voorzitter van het gerechtshof de lijsten van de officieren in actieve dienst met een graad hoger dan die van de kapitein-commandant.

Op de lijsten wordt de taalrol van elke officier vermeld en of hij het bewijs levert van de kennis van de Duitse taal overeenkomstig artikel 49, §§ 6 en 8, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Op de eerste terechtzitting van elke zitting wijst de voorzitter van het Militair Gerechtshof de assessoren en hun plaatsvervangers aan bij loting.

Art. 45. Indien onvoldoende plaatsvervangers voorhanden zijn om het Gerechtshof te vormen wordt de samenstelling aangevuld door een bijkomende loting.

Art. 46. Wanneer de betichte officier is, mag te zijnen opzichte geen enkel rechterlijk ambt worden waargenomen door een officier die lager in graad is of, met dezelfde graad maar met een geringere anciënniteit in die graad.

Art. 47. De Minister van Justitie en de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie ontvangen een afschrift van het proces-verbaal van de loting van de assessoren en van hun plaatsvervangers.

Art. 48. Elke assessor legt op verzoek van de auditeur-generaal de volgende eed af bij de aanvang van de eerste terechtzitting waarop hij zitting heeft :

« Ik zweer mijn ambt als assessor eerlijk te vervullen, de beraadslagingen geheim te houden en de voor ons terechtstaande personen zonder haat, zonder vrees, zonder inschikkelijkheid te berechten, alleen met de wil om de wet uit te voeren. »

Art. 49. Het huishoudelijk reglement van het Militair Gerechtshof wordt op advies van het Gerechtshof opgesteld door de Koning.

Afdeling II. — Openbaar ministerie

Art. 50. De auditeur-generaal oefent het ambt van Openbaar Ministerie bij het Militair Gerechtshof uit.

Hij wordt bijgestaan door een eerste advocaat-generaal en één of meer advocaten-generaal bij het Militair Gerechtshof alsmede door een of meer substituten van de auditeur-generaal of reservedoctoren of -licentiaten in de rechten, die onder zijn toezicht en onmiddellijke leiding staan.

Art. 51. De vaste reservemagistraten van het Openbaar Ministerie zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere rechterlijke ambten indien zij in werkelijkheid een ambt uitoefenen in het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof.

Art. 52. Verhinderde leden van het Openbaar Ministerie worden vervangen door een plaatsvervangend reservemagistraat van het openbaar ministerie aangewezen door de auditeur-generaal. Die plaatsvervanger wordt onmiddellijk vrijgesteld van zijn andere rechterlijke ambten indien hij in werkelijkheid een ambt uitoefent in het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof.

Art. 53. L'auditeur général peut remplir lui-même toutes les fonctions de la compétence des auditeurs militaires et il a droit d'occuper le siège du ministère public devant les tribunaux militaires.

Art. 54. L'auditeur général exerce la surveillance sur les membres du ministère public du tribunal militaire et de la Cour militaire.

Art. 55. L'auditeur général, le premier avocat général et les avocats généraux reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers généraux.

Les substituts de l'auditeur général reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers supérieurs.

Section III. — Du greffe

Art. 56. Il y a auprès de la Cour militaire un greffe composé d'un greffier en chef, de greffiers chef de service, de greffiers, de greffiers adjoints, de rédacteurs et d'employés, dont le nombre est fixé par le Roi.

Il peut y avoir au greffe de la Cour militaire des militaires désignés par le Ministre de la Défense.

Art. 57. Ceux qui ont été désignés membre effectif d'un greffe de réserve sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions dans un greffe dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que dans les faits ils exercent des fonctions au greffe de la Cour militaire.

Art. 58. Le Ministre de la Justice peut déléguer des rédacteurs et employés d'un greffe civil titulaires du brevet en techniques militaires ou de l'attestation prévus à l'article 4, § 2, délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense pour remplir des fonctions dans un greffe.

Art. 59. Le greffier tient les registres et écritures déterminés par le règlement de la Cour ou ordonnés par le président ou par le Ministre de la Justice.

Art. 60. Le greffier en chef et son suppléant reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.

Section IV. — Du secrétariat

Art. 61. Il y a près la Cour militaire un secrétariat de parquet de l'auditorat général composé d'un secrétaire en chef, de secrétaires chef de service, de secrétaires, de secrétaires adjoints, de traducteurs, de rédacteurs et d'employés, dont le nombre est fixé par le Roi.

Il peut y avoir au secrétariat du parquet de l'auditorat général près la Cour militaire des militaires désignés par le Ministre de la Défense.

Art. 62. Ceux qui ont été désigné comme membre effectif du secrétariat du parquet de réserve sont dispensés automatiquement de leurs autres fonctions dans un secrétariat de parquet dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, pour autant que dans les faits ils exercent des fonctions au secrétariat du parquet de la Cour militaire.

Art. 63. Au besoin, le Ministre de la Justice peut désigner des secrétaires et du personnel d'un autre secrétariat de parquet, titulaires du brevet en techniques militaires ou de l'attestation prévus à l'article 4, § 2, délivré depuis moins de cinq ans par le Ministère de la Défense, pour compléter le secrétariat de parquet.

Art. 64. Le secrétaire en chef et son suppléant reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.

Art. 53. De auditeur-generaal kan zelf alle ambten uitoefenen die tot de bevoegdheid van militaire auditeurs behoren en heeft het recht bij militaire rechtbanken het openbaar ministerie waar te nemen.

Art. 54. De auditeur-generaal oefent toezicht uit op de leden van het openbaar ministerie van de militaire rechtbank en van het Militair Gerechtshof.

Art. 55. De auditeur-generaal, de eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor opperofficieren.

Substituten van de auditeur-generaal hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor hoofdofficieren.

Afdeling III. — Griffie

Art. 56. Het Militair Gerechtshof heeft een griffie die bestaat uit een hoofdgriffier, griffiers-hoofden van dienst, griffiers, adjunct-griffiers, opstellers en beambten van wie het aantal door de Koning wordt bepaald.

Bij de griffie van het Militair Gerechtshof kunnen militairen werken die de Minister van Landsverdediging heeft aangewezen.

Art. 57. Personen die worden aangewezen als vast lid van een reservegriffie zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere ambten in een griffie indien zij in werkelijkheid een ambt uitoefenen bij de griffie van het Militaire Gerechtshof.

Art. 58. De Minister van Justitie kan opstellers en beambten bij een burgerlijke griffie die houder zijn van een brevet inzake militaire technieken of het attest bepaald in artikel 4, § 2, dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt, de opdracht geven om een ambt in een griffie te vervullen.

Art. 59. De griffier houdt de registers en geschriften bij die in het reglement van het Gerechtshof zijn bepaald of bevolen door de voorzitter of de Minister van Justitie.

Art. 60. De hoofdgriffier en zijn plaatsvervanger hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor lagere officieren.

Afdeling IV. — Secretariaat

Art. 61. Het Militair Gerechtshof heeft een parketsecretariaat van het auditoraat-generaal dat bestaat uit een hoofdsecretaris, secretarissen-hoofden van dienst, secretarissen, adjunct-secretarissen, vertalers, opstellers en beambten van wie het aantal door de Koning wordt bepaald.

Op het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof kunnen militairen werken die de Minister van Landsverdediging heeft aangewezen.

Art. 62. Personen die worden aangewezen als vast lid van een reserveparketsecretariaat zijn vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, eerste lid, automatisch vrijgesteld van hun andere ambten in een parketsecretariaat indien zij in werkelijkheid een ambt uitoefenen bij het parketsecretariaat van het Militair Gerechtshof.

Art. 63. Indien het parketsecretariaat moet worden aangevuld kan de Minister van Justitie daartoe secretarissen en personeelsleden van andere parketsecretariaten aanwijzen, houders van een brevet inzake militaire technieken of het attest bepaald in artikel 4, § 2, dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

Art. 64. De hoofdsecretaris en zijn plaatsvervanger hebben in het leger recht op de eerbewijzen voorgeschreven voor lagere officieren.

TITRE III. — De la compétence des juridictions militaires

CHAPITRE I^{er}. — *Des compétences respectives des juridictions militaires et des juridictions de droit commun*

Section I^{re}. — Après la proclamation du temps de guerre

Art. 65. En temps de guerre, les juridictions pénales de droit commun demeurent compétentes pour toutes les affaires dont l'action publique a été intentée en temps de paix.

Art. 66. Lorsque sur le territoire du Royaume aucune juridiction de droit commun n'existe ou ne fonctionne dans une place investie ou se trouvant dans des circonstances qui d'après la loi constituent l'état de siège, toutes les personnes se trouvant sur le territoire sont jugées par les juridictions militaires pour toutes les infractions.

Art. 67. Lorsque le fonctionnement des juridictions militaires est suspendu à cause de l'ennemi, les juridictions de droit commun sont compétentes pour connaître des infractions relevant des compétences des juridictions militaires, ainsi que pour juger les personnes soumises à ces juridictions.

Section II. — Après la proclamation de la fin du temps de guerre

Art. 68. § 1^{er}. Dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui met fin au temps de guerre pris conformément à l'article 2, les affaires pendantes devant les juridictions militaires sont inscrites d'office et sans frais au rôle général des juridictions de droit commun, comme suit :

1° au rôle du tribunal de police, toutes les affaires qui conformément au Code d'instruction criminelle relèvent de sa compétence;

2° au rôle du tribunal correctionnel, toutes les affaires qui conformément au Code d'instruction criminelle relèvent de sa compétence;

3° au rôle de la cour d'appel, toutes les affaires qui conformément au Code d'instruction criminelle relèvent de sa compétence.

§ 2. Les affaires qui relèvent de la compétence de la cour d'assises seront transmises à la chambre des mises en accusation qui peut décider de correctionnaliser ou d'aller devant la cour d'assises.

§ 3. La compétence territoriale des juridictions visées au § 1^{er} ou de la chambre des mises en accusation visée au § 2, est fixée conformément au Code d'instruction criminelle.

Pour les affaires qui entrent dans la compétence des tribunaux militaires en campagne ou des tribunaux militaires en campagne extraordinaires les juridictions établies à Bruxelles sont compétentes.

Art. 69. Les appels ou oppositions contre des décisions d'une juridiction supprimée sont portés devant la juridiction appelée à connaître desdits appels ou oppositions conformément à l'article 68.

Art. 70. Le greffier en chef de la juridiction militaire supprimée envoie les dossiers au greffier en chef de la juridiction compétente.

Art. 71. Les affaires pour lesquelles une instruction judiciaire est pendante sont transmises par le greffier en chef de la juridiction d'instruction au juge d'instruction territorialement compétent d'après l'article 108, § 3, du Code d'instruction criminelle.

Art. 72. Les affaires pour lesquelles aucune instruction judiciaire n'est pendante sont transmises par l'auditeur militaire au procureur du Roi territorialement compétent d'après l'article 108, § 3, du Code d'instruction criminelle.

CHAPITRE II. — *De la compétence des tribunaux militaires*

Art. 73. Dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal de mobilisation de l'armée pris en vertu de l'article 2, les personnes soumises, lors de la perpétration du fait infractionnel, aux lois pénales militaires en vertu des articles 14 à 14quater de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire, relèvent de la compétence des tribunaux militaires pour toutes les infractions aux lois militaires ou lois pénales ordinaires.

Il en va de même pour les personnes qui sont attachées, à quelque titre que ce soit, à l'armée ou qui sont autorisées à suivre un corps de troupe qui en fait partie.

TITEL III. — Bevoegdheid van de militaire rechtscolleges

HOOFDSTUK I. — *Bevoegdheden van de militaire rechtscolleges en van de rechtscolleges van gemeen recht*

Afdeling I. — Na afkondiging van de oorlogstijd

Art. 65. De strafgerechten van gemeen recht blijven in oorlogstijd bevoegd voor alle zaken waarvoor de strafvordering in vreedestijd werd ingesteld.

Art. 66. Wanneer op het grondgebied van het Rijk op een plaats die door de vijand is ingesloten of die zich volgens de wet in staat van beleg bevindt, geen werkzame of geen gerechten van gemeen recht bestaan, worden alle personen die zich op het grondgebied bevinden, voor alle misdrijven berecht door de militaire gerechten.

Art. 67. Wanneer ingevolge de vijand de werking van de militaire gerechten is geschorst, zijn de gerechten van gemeen recht bevoegd om kennis te nemen van de strafbare feiten die tot de bevoegdheden van de militaire gerechten behoren en voor de berechting van de personen die aan deze gerechten zijn onderworpen.

Afdeling II. — Na afkondiging van het einde van de oorlogstijd

Art. 68. § 1. Vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat het einde van de oorlogstijd vaststelt, genomen overeenkomstig artikel 2, worden de zaken die bij de militaire gerechten aanhangig zijn, ambtshalve en zonder kosten ingeschreven op de algemene rol van de gerechten van gemeen recht, te weten :

1° op de rol van de politierechtbank, alle zaken die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering tot haar bevoegdheid behoren;

2° op de rol van de correctionele rechtbank, alle zaken die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering tot haar bevoegdheid behoren;

3° op de rol van het hof van beroep, alle zaken die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering tot haar bevoegdheid behoren.

§ 2. Zaken die behoren tot de bevoegdheid van het hof van assisen, zullen worden overgezonden aan de kamer van inbeschuldigingstelling die kan beslissen tot correctionalisatie of tot aanhangigmaking voor het hof van assisen.

§ 3. De territoriale bevoegdheid van de gerechten bedoeld in § 1 of van de kamer van inbeschuldigingstelling bedoeld in § 2, wordt geregeld volgens het Wetboek van strafvordering.

Indien het echterzaken betreft die onder de bevoegdheid vallen van de militaire rechtbank te velde of een buitengewone militaire rechtbank te velde, zijn de gerechten te Brussel bevoegd.

Art. 69. Hoger beroep of verzet tegen beslissingen van een opgeheven gerecht wordt ingediend voor het gerecht dat overeenkomstig artikel 68 van dit hoger beroep of verzet kennis moet nemen.

Art. 70. De hoofdgriffier van het opgeheven militaire gerecht zendt de dossiers toe aan de hoofdgriffier van de bevoegd gerecht.

Art. 71. Zaken waarvoor er een gerechtelijk onderzoek aanhangig is, worden door de hoofdgriffier van het onderzoeksgerecht overgezonden aan de onderzoeksrechter die overeenkomstig artikel 108, § 3, van het Wetboek van strafvordering territoriaal bevoegd is.

Art. 72. Zaken waarvoor er geen gerechtelijk onderzoek aanhangig is, worden door de militaire auditeur overgezonden aan de procureur des Konings die overeenkomstig artikel 108, § 3, van het Wetboek van strafvordering territoriaal bevoegd is.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheid van de militaire rechtbanken*

Art. 73. Vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van mobilisatie van het leger, genomen overeenkomstig artikel 2, worden de personen die op het ogenblik van het plegen van het strafbaar feit overeenkomstig de artikelen 14 tot 14quater van de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek onderworpen zijn aan de militaire strafwetten, berecht door de militaire rechtbanken voor alle misdrijven die zij hebben begaan tegen de gewone strafwetten of de militaire wetten.

Hetzelfde geldt voor de personen die in welke hoedanigheid ook aan het leger verbonden zijn of die gemachtigd zijn om een troepenkorps dat van dit leger deel uitmaakt, te volgen.

Art. 74. Les prisonniers de guerre et les étrangers relèvent de la compétence des tribunaux militaires pour toutes les infractions qu'ils ont commis à l'encontre des lois pénales belges ordinaires.

Art. 75. § 1^{er}. En outre, les prisonniers de guerre sont soumis aux lois militaires belges pour les infractions suivantes :

1° la trahison et l'espionnage;

2° la participation à une révolte prévue par le Code pénal militaire et commise par des Belges ou par des étrangers;

3° la participation à une désertion avec complot commise par des militaires belges;

4° les violences et les outrages envers un militaire belge d'un grade supérieur à celui dont ils sont eux-mêmes revêtus dans l'armée de leur pays, ou envers une sentinelle;

5° les infractions visées à l'article 14^{quater} de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire commises envers un supérieur de leur armée;

6° l'insubordination prévue par l'article 28 de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire quand l'ordre émane d'un militaire belge de grade supérieur au leur.

§ 2. Les étrangers même non militaires qui, en temps de guerre, se réfugient sur le territoire belge sont soumis aux lois militaires belges pour les infractions visées au § 1^{er}, 1°, 2° et 3°, et pour les violences et outrages envers les militaires chargés de les surveiller ou envers une sentinelle.

Quand la loi pénale est appliquée à un militaire étranger, la peine est déterminée, abstraction faite de tout grade, comme à l'égard d'une personne n'appartenant pas à l'armée.

Art. 76. Les tribunaux militaires connaissent des infractions visées au livre II, titre I^{er}, chapitre II, du Code pénal.

Art. 77. Quelle que soit la qualité de la personne, en temps de guerre, les juridictions de droit commun restent compétentes pour connaître toutes les infractions réprimées par la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire.

Art. 78. Les tribunaux militaires connaissent des infractions relevant de leur compétence en temps de guerre en vertu de lois pénales spéciales.

CHAPITRE III. — *De la compétence de la Cour militaire*

Art. 79. La Cour militaire connaît de l'appel des jugements du tribunal militaire.

TITRE IV (ancien titre III). — *De la procédure*

Art. 80. En temps de guerre, les compétences du procureur du Roi sont exercées par l'auditeur militaire, celles du juge d'instruction par le juge d'instruction près les tribunaux militaires et celles du procureur général par l'auditeur général près la Cour militaire, conformément à la loi du 10 avril 2003 réglant la procédure devant les juridictions militaires et adaptant diverses dispositions légales suite à la suppression des juridictions militaires en temps de paix.

Art. 81. Les compétences de police judiciaire sont exercées sous l'autorité de la Cour militaire lorsque les faits peuvent être jugés par les juridictions militaires.

Art. 82. Les compétences de la chambre du conseil et de la chambre des mises en accusation prévues par la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive sont exercées par la chambre du conseil près le tribunal militaire et par la chambre des mises en accusation près la Cour militaire.

Art. 74. De krijgsgevangenen en de vreemdelingen worden door de militaire rechtbanken berecht voor alle misdrijven die zij hebben begaan tegen de gewone Belgische strafwetten.

Art. 75. § 1. De krijgsgevangenen zijn bovendien onderworpen aan de Belgische militaire wetten voor de volgende misdrijven :

1° verraad en bespieding;

2° deelneming aan muiterij zoals bedoeld in het Militair Strafwetboek en gepleegd door Belgen of vreemdelingen;

3° deelneming aan desertie met samenspanning gepleegd door Belgische militairen;

4° gewelddaden en smaad ten aanzien van een Belgische militair met een hogere graad dan die welke zijzelf bekleden in het leger van hun land of tegen een schildwacht;

5° de misdrijven bedoeld in artikel 14^{quater} van de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek, jegens een overste van hun leger gepleegd;

6° insubordinatie zoals bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek wanneer het bevel uitgaat van een Belgische militair met een hogere graad dan betrokkene.

§ 2. De vreemdelingen, zelfs vreemdelingen die geen militair zijn, die gevlucht zijn in oorlogstijd naar het Belgisch grondgebied, zijn aan de Belgische militaire wetten onderworpen voor de misdrijven bedoeld in § 1, 1°, 2° en 3°, en voor de gewelddaden en smaad tegen de militairen gelast ze te bewaken, of tegen een schildwacht.

Wanneer de strafwet wordt toegepast op een vreemdeling die militair is, wordt hij gestraft, ongeacht zijn graad, als een persoon die niet tot het leger behoort.

Art. 76. De militaire rechtbanken nemen kennis van de misdrijven bedoeld in boek II, titel I, hoofdstuk II, van het Strafwetboek.

Art. 77. Ongeacht de hoedanigheid van de persoon, blijven de rechtbanken van gemeen recht in oorlogstijd bevoegd om kennis te nemen van de misdrijven bestraft door de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht.

Art. 78. De militaire rechtbanken nemen kennis van de misdrijven waarvoor zij krachtens bijzondere strafwetten in oorlogstijd bevoegd zijn.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheid van het Militair Gerechtshof*

Art. 79. Het Militair Gerechtshof neemt kennis van het beroep tegen de vonnissen van de militaire rechtbank.

TITEL IV (vroeger titel III). — *Rechtspleging*

Art. 80. De bevoegdheden van de procureur des Konings worden in oorlogstijd uitgeoefend door de militaire auditeur, die van de onderzoeksrechter door de onderzoeksrechter bij de militaire rechtbanken en die van de procureur-generaal door de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof, overeenkomstig de wet van 10 april tot regeling van de rechtspleging voor de militaire rechtscolleges en tot aanpassing van verscheidene wettelijke bepalingen naar aanleiding van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedstijd.

Art. 81. De bevoegdheid van gerechtelijke politie wordt onder het gezag van het Militair Gerechtshof uitgeoefend wanneer de feiten door de militaire gerechten kunnen worden berecht.

Art. 82. De bevoegdheden van de raadkamer en van de kamer van inbeschuldigingstelling die zijn omschreven in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis worden uitgeoefend door de raadkamer bij de militaire rechtbank en door de kamer van inbeschuldigingstelling bij het Militair Gerechtshof.

TITRE V. — Dispositions modificatives et diverses

CHAPITRE I^{er}. — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 83. Dans le Code d'instruction criminelle, un article 24bis est inséré, libellé comme suit :

« Art. 24bis. – Les magistrats qui, en temps de paix et conformément à l'article 309bis du Code judiciaire, sont autorisés à accompagner des troupes militaires belges à l'étranger, exercent toutes leurs attributions à l'égard des personnes visées à l'article 10bis du titre préliminaire du présent Code comme si elles se trouvaient sur le territoire du Royaume. »

Art. 84. L'article 62bis du même Code est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« En temps de paix, lorsqu'il est saisi de faits commis à l'étranger qui peuvent être poursuivis en Belgique en vertu de l'article 10bis du titre préliminaire du présent Code, le juge d'instruction exerce toutes ses attributions comme si les faits avaient été commis sur le territoire du Royaume. Dans ce cas, lorsque le prévenu n'a pas de résidence en Belgique, les juges d'instruction du tribunal de première instance de Bruxelles sont compétents. »

Art. 85. A l'article 216bis, § 3, du même Code, les mots « aux officiers du ministère public près les juridictions militaires, » sont supprimés.

Art. 86. Aux articles 479 et 483 du même Code, les mots « un général commandant une division, » sont supprimés.

Art. 87. A l'article 527 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1967, les mots « en temps de guerre » sont insérés entre le mot « militaire » et le mot « ,ou » et les mots « un officier de police militaire, ou » sont supprimés.

CHAPITRE II. — Modifications du Code judiciaire

Art. 88. L'article 58, alinéa 2, du Code judiciaire, est abrogé.

Art. 89. À l'article 58bis du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 21 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, les mots « substitut de l'auditeur militaire, » et « substitut de l'auditeur général près la Cour militaire, » sont supprimés;

2° au point 2°, les mots « auditeur militaire, », « et président de la Cour militaire, » et « auditeur général près la Cour militaire, » sont supprimés;

3° au point 3°, les mots « premier substitut de l'auditeur militaire, » et « premier avocat général et avocat général près la Cour militaire, » sont supprimés.

Art. 90. Un article 144quinquies rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

« Art. 144quinquies. – En temps de paix, le procureur fédéral est avisé des infractions qui, conformément à l'article 10bis du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle peuvent être poursuivies en Belgique. Avis lui en est donné directement, sans préjudice des dispositions de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, soit par les commandants des unités militaires stationnées à l'étranger, soit par les membres de la police fédérale chargés, conformément à l'article 112 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service policier intégré, structuré à deux niveaux, d'assurer la police des militaires.

Lorsque, conformément à l'article 309bis, un magistrat du ministère public est présent sur le théâtre d'opération, l'avis visé à l'alinéa précédent lui est donné directement.

Sans préjudice de l'article 144ter, le procureur fédéral décide que soit un procureur du Roi soit lui-même exerce l'action publique dans les cas visés au présent article. La décision est, sauf circonstances urgentes et nécessaires, prise après concertation avec le procureur du Roi.

Aucun recours n'est ouvert contre cette décision. Aucune nullité ne peut être soulevée en matière de partage de compétence entre le procureur du Roi et le procureur fédéral concernant l'exercice de l'action publique. »

TITEL V. — Wijzigende en diverse bepalingen

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het Wetboek van strafvordering

Art. 83. In het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 24bis. – De magistraten die overeenkomstig artikel 309bis van het Gerechtelijk Wetboek in vreedstijd gemachtigd zijn om Belgische militaire troepen in het buitenland te vergezellen, oefenen al hun bevoegdheden ten opzichte van de personen bedoeld in artikel 10bis van de Voorafgaande titel van dit Wetboek uit op dezelfde manier als wanneer deze personen zich op het grondgebied van het Rijk zouden bevinden. »

Art. 84. Artikel 62bis van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Wanneer hij in vreedstijd kennis krijgt van een feit gepleegd in het buitenland dat in België vervolgd kan worden op grond van artikel 10bis van de voorafgaande titel van dit Wetboek, oefent de onderzoeksrechter al zijn bevoegdheden uit op dezelfde manier als wanneer de feiten op het grondgebied van het Rijk zouden zijn gepleegd. In dit geval, en wanneer de verdachte geen verblijfplaats heeft in België, zijn de onderzoeksrechters van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bevoegd. »

Art. 85. In artikel 216bis, § 3, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden « aan de ambtenaren van het openbaar ministerie bij het militair gerecht ».

Art. 86. In de artikelen 479 en 483 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden « een generaal die het bevel voert over een divisie ».

Art. 87. In artikel 527 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, worden tussen de woorden « rechtbank » en « of » de woorden « in oorlogstijd » ingevoegd en vervallen de woorden « een officier van militaire politie of ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 88. Artikel 58, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt opgeheven.

Art. 89. In artikel 58bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 21 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° vervallen de woorden « substituu-krijgsauditeur, » en « substituu-auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof, »;

2° in punt 2° vervallen de woorden « krijgsauditeur, », « en voorzitter van het Militair Gerechtshof, » en « auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof, »;

3° in punt 3° vervallen de woorden « eerste substituu-krijgsauditeur, » en « eerste advocaat-generaal en advocaat-generaal bij het Militair Gerechtshof, ».

Art. 90. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 144quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 144quinquies. – In vreedstijd wordt de federale procureur ingelicht over de misdrijven die, overeenkomstig artikel 10bis van de Voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering in België kunnen worden vervolgd. Onverminderd de bepalingen van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, wordt hij rechtstreeks ingelicht hetzij door de commandanten van de militaire eenheden die in het buitenland gestationeerd zijn, hetzij door de leden van de federale politie die, overeenkomstig artikel 112 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, belast zijn met de politie van de militairen.

Wanneer overeenkomstig artikel 309bis een magistraat van het openbaar ministerie aanwezig is op de plaats van de operaties, wordt de in het vorige lid bedoelde inlichting rechtstreeks aan hem gegeven.

Onverminderd artikel 144ter beslist de federale procureur of, hetzij de procureur des Konings, hetzij hijzelf de strafvordering uitoefent in de gevallen bedoeld in dit artikel. De beslissing wordt, behoudens dringende en noodzakelijke omstandigheden, genomen na overleg met de procureur des Konings.

Tegen de beslissing staat geen rechtsmiddel open. Inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de procureur des Konings en de federale procureur betreffende de uitoefening van de strafvordering, kunnen geen nietigheden worden opgeworpen. »

Art. 91. A l'article 259bis-1, § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 21 juin 2001, les mots « des juridictions militaires, » sont supprimés.

Art. 92. A l'article 259octies du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 21 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots « et/ou de l'auditeur militaire », les mots « ou au conseil de guerre, » et les mots « ou l'auditeur général » sont supprimés;

2° au § 3, les mots « et/ou de l'auditeur militaire » et les mots « ou l'auditeur général » sont supprimés;

3° le § 7, alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant : « Le stagiaire a, pour la durée du stage au parquet du procureur du Roi ou pour la durée du stage au parquet de l'auditeur du travail, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire respectivement du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, mais il ne peut en exercer les fonctions que sur commissionnement par le procureur général »;

4° au § 7, alinéa 4, les mots « ou par l'auditeur général » et les mots « et/ou de l'auditeur militaire » sont supprimés;

5° au § 7, alinéa 8, les mots « ou de l'auditeur général » sont supprimés.

Art. 93. A l'article 287quater, § 4, du même Code, inséré par la loi du 17 février 1997, les mots « par le premier président de la cour d'appel, le premier président de la cour du travail ou le premier président de la Cour militaire et en ce qui concerne les autres membres, selon le cas, par le procureur général près la cour d'appel ou l'auditeur général près la Cour militaire » sont remplacés par les mots « par le premier président de la cour d'appel ou le premier président de la cour du travail et en ce qui concerne les autres membres par le procureur général près la cour d'appel ».

Art. 94. Dans le livre II, titre I^{er}, du même Code, il est inséré après l'article 309 un chapitre V, rédigé comme suit :

« CHAPITRE V. – Des magistrats autorisés à accompagner des troupes militaires belges à l'étranger

Art. 309bis. – En temps de paix, des magistrats du ministère public peuvent accompagner les troupes belges lors des opérations militaires à l'étranger lorsque les Ministres de la Justice et de la Défense décident en concertation, suite à un rapport motivé des autorités militaires, que des circonstances particulières le justifient.

A cet effet, une liste de magistrats du ministère public est arrêtée par le Roi après avis du chef de corps et sur proposition du Collège des procureurs généraux. Ils sont choisis parmi les magistrats du ministère public nommés depuis un an au moins qui répondent à l'appel aux candidats.

Les désignations des magistrats repris dans la liste sont valables pour une période de trois ans renouvelable.

Lorsque l'envoi d'un magistrat pour accompagner les troupes est justifié conformément à l'alinéa 1^{er}, ce magistrat est choisi par le procureur fédéral soit parmi les magistrats fédéraux soit parmi les magistrats figurant sur la liste arrêtée par le Roi. Dans ce dernier cas, le magistrat est délégué de plein droit au parquet fédéral pour la durée de sa mission.

Le magistrat exerce cette mission sous la direction et la surveillance immédiate du procureur fédéral.

Le magistrat accompagnant les troupes doit être titulaire d'un brevet en techniques militaires délivré par le Ministère de la Défense depuis moins de cinq ans.

Le brevet en techniques militaires atteste que le magistrat accompagnant les troupes a suivi une formation militaire de base dispensée selon les modalités fixées par le Ministre de la Défense.

Art. 91. In artikel 259bis-1, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 21 juni 2001, vervallen de woorden « van de militaire rechtscollèges, ».

Art. 92. In artikel 259octies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 21 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 vervallen de woorden « en/of van de krijgsauditeur » de woorden « , dan wel in de krijgsraad » en de woorden « of de auditeur-generaal »;

2° in § 3 vervallen de woorden « en/of van de krijgsauditeur » en de woorden « of de auditeur-generaal »;

3° § 7, derde lid, wordt vervangen als volgt : « De stagiair heeft, voor de duur van de stage bij het parket van de procureur des Konings of voor de duur van de stage bij het parket van de arbeidsauditeur, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier respectievelijk van de procureur des Konings en van de arbeidsauditeur, maar mag in deze hoedanigheid niet optreden dan na aanstelling door de procureur-generaal »;

4° in § 7, vierde lid, vervallen de woorden « of door de auditeur-generaal » en de woorden « en/of van de krijgsauditeur »;

5° in § 7, achtste lid, vervallen de woorden « of de auditeur-generaal ».

Art. 93. In artikel 287quater, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997, worden de woorden « door de eerste voorzitter van het hof van beroep, de eerste voorzitter van het arbeidshof of de eerste voorzitter van het Militair Gerechtshof en, wat de andere leden betreft, naar gelang van het geval, door de procureur-generaal bij het hof van beroep of de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof » vervangen door de woorden « de eerste voorzitter van het hof van beroep of de eerste voorzitter van het arbeidshof en, wat de andere leden betreft door de procureur-generaal bij het hof van beroep ».

Art. 94. In boek II, titel I, van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 309 een hoofdstuk V ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK V. – Magistraten gemachtigd om Belgische militaire troepen in het buitenland te vergezellen

Art. 309bis. – In vreedetijd kunnen magistraten van het openbaar ministerie de Belgische troepen vergezellen bij militaire operaties in het buitenland, als de Ministers van Justitie en van Landsverdediging hiertoe in gemeenschappelijk overleg beslissen, na een gemotiveerd verslag van de militaire overheden dat bijzondere omstandigheden zulks rechtvaardigen.

Daartoe wordt door de Koning, na advies van de korpschef en op voordracht van het College van procureurs-generaal, een lijst van magistraten van het openbaar ministerie vastgesteld. Ze worden aangewezen onder de sedert ten minste een jaar benoemde magistraten van het openbaar ministerie die op de oproep tot kandidaten reageren.

De aanwijzing van de magistraten die op die lijst voorkomen, geldt voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

Wanneer het zenden van een magistrat om de troepen te vergezellen gerechtvaardigd wordt overeenkomstig het eerste lid, dan wordt deze magistrat door de federale procureur gekozen ofwel uit de federale magistraten ofwel uit de magistraten die voorkomen op de door de Koning vastgestelde lijst. In dit laatste geval wordt aan de magistrat van rechtswege gedurende deze periode een opdracht bij het federaal parket gegeven.

De magistrat vervult die opdracht onder de onmiddellijke leiding en toezicht van de federale procureur.

De magistrat die de troepen vergezelt moet houder zijn van een brevet inzake militaire technieken dat minder dan vijf jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt.

Het brevet inzake militaire technieken bewijst dat de magistrat die de troepen vergezelt, een militaire basisopleiding heeft gevolgd, op de wijze bepaald door de Minister van Landsverdediging.

Le brevet en techniques militaires reste valable aussi longtemps que son titulaire peut fournir une attestation délivrée par le Ministère de la Défense à ceux qui auront suivi les cours de recyclage organisés tous les cinq ans.

L'envoi en mission d'accompagnement des troupes ne peut avoir aucune conséquence négative sur la rémunération du magistrat et ne peut avoir aucune répercussion sur le mandat énuméré à l'article 58*bis* qu'exerce, le cas échéant, l'intéressé. »

Art. 95. L'article 315 du même Code, modifié par la loi du 21 décembre 1994, est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 2 et 4 ne sont pas applicables aux magistrats repris dans le cadre temporaire de la Cour militaire, aux greffiers et au personnel des greffes repris dans le cadre temporaire de l'auditorat près le conseil de guerre ou de la Cour militaire, aux secrétaires et au personnel repris dans le cadre temporaire du secrétariat de parquet de l'auditorat général près la Cour militaire. »

Art. 96. A l'article 327 du même Code, remplacé par la loi du 25 juillet 1974 et modifié par les lois des 1^{er} décembre 1994, 22 décembre 1998 et 17 juillet 2000 sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° l'ancien alinéa 2, qui devient l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'application de l'article 326, le Ministre de la Justice peut, de l'avis conforme du procureur général dont relève le magistrat, déléguer des magistrats d'un parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail au service du Roi, ou dans des services publics fédéraux ou auprès de commissions, d'organismes ou d'offices gouvernementaux »;

3° l'ancien alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre de la Justice peut aussi, de l'avis conforme du procureur général compétent déléguer des magistrats d'un parquet près une juridiction d'appel au service du Roi ou dans des services publics fédéraux »;

4° dans l'ancien alinéa 4, qui devient l'alinéa 3, les mots « 2^e et 3^e » sont remplacés par les mots « 1^{er} et 2^e »;

5° l'ancien alinéa 5 devient l'alinéa 4.

Art. 97. L'article 327*bis*, alinéa 1^{er} du même Code, inséré par la loi du 6 août 1993 et modifié par les lois du 10 août 1998 et du 17 juillet 2000 est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application de l'article 327, le Ministre de la Justice peut, de l'avis conforme du procureur général compétent déléguer au Service public fédéral Justice et à la Cellule de traitement des informations financières des magistrats d'un parquet pour assumer une mission spécifique déterminée par une disposition légale ou réglementaire. »

Art. 98. A l'article 330 du même Code, modifié par les lois du 17 février 1997, du 20 mai 1997 et du 24 mars 1999 sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'application des articles 328 et 329 déléguer à d'autres fonctions égales ou supérieures dans leur greffe ou dans un autre greffe ou dans des services publics fédéraux ou dans des commissions, organismes ou offices gouvernementaux, des référendaires, des greffiers, des greffiers adjoints, rédacteurs et employés d'une cour ou d'un tribunal. L'article 327*bis* peut leur être appliqué conformément à une disposition légale ou réglementaire particulière. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « dans des départements ou cabinets ministériels » sont remplacés par les mots « dans des services publics fédéraux ».

Het brevet inzake militaire technieken blijft geldig zolang de houder een attest kan voorleggen, uitgereikt door het Ministerie van Landsverdediging aan diegenen die de bijscholingscursussen hebben gevolgd die om de vijf jaar worden georganiseerd.

De opdracht troepen te vergezellen mag geen negatieve gevolgen hebben op de verloning van de magistraat en heeft, in voorkomend geval, geen weerslag op het mandaat, vermeld in artikel 58*bis*, dat de betrokkene uitoefent. »

Art. 95. Artikel 315 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het tweede en het vierde lid gelden niet voor de magistraten van de tijdelijke personeelsformatie van het Militair Gerechtshof, voor de griffiers en het griffiepersoneel van de tijdelijke personeelsformatie van het auditoraat bij de krijgsraad of van het Militair Gerechtshof, voor de secretarissen en het personeel van de tijdelijke personeelsformatie van het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof. »

Art. 96. In artikel 327 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 juli 1974 en gewijzigd bij de wetten van 1 december 1994, 22 december 1998 en 17 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het vroegere tweede lid, dat het eerste lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de toepassing van artikel 326 kan de Minister van Justitie, op gelijkkluidend advies van de procureur-generaal onder wie de magistraat ressorteert, aan magistraten van een parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur een opdracht geven in dienst van de Koning of voor federale overheidsdiensten of bij regeringscommissies, -instellingen of -diensten »;

3° het vroegere derde lid, dat het tweede lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« De Minister van Justitie kan eveneens, op gelijkkluidend advies van de bevoegde procureur-generaal aan magistraten van het parket bij een gerecht van hoger beroep opdracht geven in dienst van de Koning of voor federale overheidsdiensten »;

4° in het vroegere vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « tweede en derde » vervangen door de woorden « eerste en tweede »;

5° het vroegere vijfde lid wordt het vierde lid.

Art. 97. Artikel 327*bis*, eerste lid van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 1998 en 17 juli 2000 wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de toepassing van artikel 327, kan de Minister van Justitie op gelijkkluidend advies van de bevoegde procureur-generaal aan magistraten van een parket opdracht geven om bij de Federale Overheidsdienst Justitie en bij de Cel voor financiële informatieverwerking een specifieke opdracht te vervullen, omschreven in een wets- of verordeningsbepaling. »

Art. 98. In artikel 330 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 20 mei 1997 en 24 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de toepassing van de artikelen 328 en 329 kan de Minister van Justitie aan referendarissen, griffiers, adjunct-griffiers, opstellers en beambten bij een hof of een rechtbank een opdracht geven om een gelijk of een hoger ambt te vervullen in hun griffie, in een andere griffie, in federale overheidsdiensten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten. Overeenkomstig een bijzondere wets- of verordeningsbepaling kan artikel 327*bis* op hen worden toegepast. »;

2° in het tweede lid worden de woorden « in ministeriële departementen of kabinetten » vervangen door de woorden « in federale overheidsdiensten ».

Art. 99. L'article 330*bis*, alinéa 1^{er}, du même Code modifié par les lois du 17 février 1997, du 20 mai 1997, du 24 mars 1999 et du 12 avril 1999 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'application de l'article 329*bis*, déléguer à d'autres fonctions égales ou supérieures dans leur parquet, dans le parquet fédéral, dans un autre parquet ou dans des services publics fédéraux ou dans des commissions, organismes ou offices gouvernementaux des juristes de parquet, des secrétaires en chef, des secrétaires, des secrétaires adjoints, des traducteurs, des rédacteurs et des employés de parquet. L'article 327*bis* peut leur être appliqué conformément à une disposition légale ou réglementaire particulière. »

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire*

Art. 100. A l'article 18 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, remplacé par la loi du 23 septembre 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé comme suit : « En temps de guerre, devant les tribunaux militaires, la procédure est faite en français, en néerlandais ou en allemand selon le choix du prévenu. »;

2° les mots « conseil de guerre » sont remplacés par les mots « tribunal militaire », les mots « le président de la commission judiciaire » sont remplacés par les mots « le juge d'instruction ou la chambre du conseil ».

Art. 101. A l'article 22, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 23 septembre 1985, les mots « conseil de guerre » sont remplacés par les mots « tribunal militaire ».

Art. 102. L'article 25, alinéa 4, de la même loi, remplacé par la loi du 23 septembre 1985, est remplacé comme suit : « En temps de guerre, devant la Cour militaire jugeant en premier et dernier ressort, ainsi que devant la chambre des mises en accusation près cette Cour, la langue de la procédure est déterminée conformément à l'article 18. »

Art. 103. A l'article 49 de la même loi, modifié par les lois des 23 septembre 1985 et 21 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Il n'y a de chambre allemande à la Cour militaire et au tribunal militaire que lorsque la langue de la procédure est l'allemand conformément aux articles 18 et 25, alinéa 4. »;

2° au § 2, alinéa 2, les mots « et la moitié des magistrats de l'auditorat militaire » sont supprimés;

3° au § 2, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'auditeur militaire et le président du tribunal militaire doivent justifier de la connaissance de la ou des langues employées dans les chambres du tribunal militaire. Toutefois, lorsqu'un tribunal militaire est composé de chambres française, néerlandaise et allemande, ils doivent justifier de la connaissance de deux langues, leur suppléant devant au moins justifier de la connaissance de la troisième langue. »;

4° le § 2, alinéa 4, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Selon qu'il préside la chambre française, la chambre néerlandaise ou la chambre allemande, le conseiller à la Cour militaire doit justifier de la connaissance de la langue française, de la langue néerlandaise ou de la langue allemande. »;

5° le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Selon qu'il préside la chambre française, la chambre néerlandaise ou la chambre allemande, le juge au tribunal militaire doit justifier de la connaissance de la langue française, de la langue néerlandaise ou de la langue allemande. »;

Art. 99. Artikel 330*bis*, eerste lid van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 20 mei 1997, 24 maart 1999 en 12 april 1999, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de toepassing van artikel 329*bis* kan de Minister van Justitie aan de parketjuristen, hoofdsecretarissen, secretarissen, adjunct-secretarissen, vertalers, opstellers en beampten bij het parket, een opdracht geven om een gelijk of een hoger ambt te vervullen in hun parket, in het federaal parket, in een ander parket, in federale overheidsdiensten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten. Overeenkomstig een bijzondere wets- of verordeningsbepaling kan artikel 327*bis* op hen worden toegepast. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken*

Art. 100. In artikel 18 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, vervangen bij de wet van 23 september 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt : « In oorlogstijd wordt voor de militaire rechtbanken de rechtspleging gevoerd in het Nederlands, in het Frans of in het Duits, naar keus van de beklaagde. »;

2° het woord « krijgsraad » wordt vervangen door de woorden « militaire rechtbank », de woorden « de voorzitter van de rechterlijke commissie » worden vervangen door de woorden « de onderzoeksrechter of de raadkamer ».

Art. 101. In artikel 22, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 september 1985, wordt het woord « krijgsraad » vervangen door de woorden « militaire rechtbank ».

Art. 102. Artikel 25, vierde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 23 september 1985, wordt vervangen als volgt : « In oorlogstijd wordt voor het Militair Gerechtshof, rechtsprekende in eerste en laatste aanleg, alsmede voor de kamer van inbeschuldigingstelling bij dit Hof, de taal van de rechtspleging bepaald overeenkomstig artikel 18. »

Art. 103. In artikel 49 van dezelfde wet gewijzigd bij de wetten van 23 september 1985 en 21 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Er is slechts een Duitstalige kamer bij het Militair Gerechtshof en bij de militaire rechtbank ingeval de procedure overeenkomstig de artikelen 18 en 25, vierde lid, in het Duits wordt gevoerd. »;

2° in § 2, tweede lid, vervallen de woorden « en van het krijgsauditoraat »;

3° § 2, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« De militaire auditeur en de voorzitter van de militaire rechtbank moeten het bewijs leveren van de kennis van de in de kamers van de militaire rechtbank gebruikte taal of talen. Ingeval een militaire rechtbank evenwel is samengesteld uit een Nederlandstalige, Franstalige en Duitstalige kamer, moeten zij het bewijs leveren van de kennis van twee talen en hun plaatsvervanger moet het bewijs leveren van de kennis van ten minste de derde taal. »;

4° § 2, vierde lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« De raadsheer bij het Militair Gerechtshof moet naargelang hij de Nederlandse, de Franse kamer of de Duitse kamer voorziet, het bewijs leveren van de kennis van de Nederlandse, van de Franse of van de Duitse taal. »

5° § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De rechter bij de militaire rechtbank moet naargelang hij de Nederlandse, de Franse kamer of de Duitse kamer voorziet, het bewijs leveren van de kennis van de Nederlandse, van de Franse of van de Duitse taal. »;

6° au § 5 les mots « ainsi que le président et les membres militaires d'un conseil de guerre » sont remplacés par les mots « et les membres militaires d'un tribunal militaire »;

7° au § 6 les mots « ou d'un conseil de guerre » sont remplacés par les mots « d'un tribunal militaire »;

8° le § 7 est abrogé;

9° au § 9, les mots « conseil de guerre » sont remplacés par les mots « tribunal militaire ».

Art. 104. A l'article 53 de la même loi, modifié par les lois des 15 février 1961, 9 août 1963, 23 septembre 1985, 11 juillet et 21 décembre 1994 et 27 avril 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« En temps de guerre doivent toutefois justifier de la connaissance de la langue néerlandaise les greffiers qui sont attachés à une chambre néerlandaise d'un tribunal militaire et de la langue allemande les greffiers qui sont attachés à une chambre allemande d'un tribunal militaire. »;

2° le § 2, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« Toutefois doivent justifier de la connaissance de la langue française les greffiers qui sont attachés à une chambre française, de la cour d'appel de Gand. En temps de guerre doivent justifier de la connaissance de la langue française, les greffiers qui sont attachés à une chambre française d'un tribunal militaire et de la connaissance de la langue allemande les greffiers qui sont attachés à une chambre allemande d'un tribunal militaire. »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « et du conseil de guerre » sont remplacés par les mots « et, en temps de guerre d'un tribunal militaire »;

4° au § 4 les mots « d'une justice de paix ou d'un tribunal de police » sont remplacés par les mots « d'une justice de paix, d'un tribunal de police ou, en temps de guerre, d'un tribunal militaire ».

Art. 105. A l'article 54 de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1957, 23 septembre 1985 et 21 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, in limine, sont insérés les mots « En temps de guerre, »;

2° au § 2, alinéa 2, in limine, sont insérés les mots « A Bruxelles en temps de guerre » et les mots « conseil de guerre » sont remplacés chaque fois par les mots « tribunal militaire »;

3° au § 2, l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« En temps de guerre les greffiers à la chambre allemande de la Cour militaire et les greffiers aux chambres allemandes des tribunaux militaires doivent justifier de la connaissance de la langue allemande de la manière prévue à l'alinéa 1^{er}. »

CHAPITRE IV. — Modification de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire

Art. 106. L'article 9 de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire est abrogé.

CHAPITRE V. — Modification de la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle

Art. 107. A l'article 13 de la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle, les mots « ou l'auditeur militaire » sont supprimés.

6° in § 5 worden de woorden « alsmede de voorzitter en de militaire leden van een krijgsraad » vervangen door de woorden « en de militaire leden van een militaire rechtbank »;

7° in § 6 worden de woorden « of van een krijgsraad » vervangen door de woorden « van een militaire rechtbank »;

8° § 7 wordt opgeheven;

9° in § 9 worden de woorden « krijgsraad » vervangen door de woorden « militaire rechtbank ».

Art. 104. In artikel 53 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 februari 1961, 9 augustus 1963, 23 september 1985, 11 juli en 21 december 1994 en 27 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« In oorlogstijd moeten de griffiers die verbonden zijn aan een Nederlandse kamer van een militaire rechtbank het bewijs leveren van de kennis van de Nederlandse taal en moeten de griffiers die verbonden zijn aan een Duitse kamer van een militaire rechtbank het bewijs leveren van de kennis van de Duitse taal. »

2° § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Evenwel moeten de griffiers die verbonden zijn aan een Franse kamer van het hof van beroep te Gent, het bewijs leveren van de kennis van de Franse taal. In oorlogstijd moeten de griffiers die verbonden zijn aan een Franse kamer van een militaire rechtbank, het bewijs leveren van de kennis van de Franse taal en moeten de griffiers die verbonden zijn aan een Duitse kamer van een militaire rechtbank, het bewijs leveren van de kennis van de Duitse taal. »;

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden « en de krijgsraad » vervangen door de woorden « en, in oorlogstijd, een militaire rechtbank ».

4° in § 4 worden de woorden « bij een vrederecht of bij een politierechtbank » vervangen door de woorden « bij een vrederecht, bij een politierechtbank of, in oorlogstijd, bij een militaire rechtbank ».

Art. 105. In artikel 54 van dezelfde wet gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957, 23 september 1985, en 21 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, eerste lid, eerste zin, wordt vervangen als volgt : « In oorlogstijd moeten de hoofdgriffier en twee griffiers bij het Militair Gerechtshof het bewijs leveren van de kennis van de Nederlandse en van de Franse taal. »;

2° § 2, tweede lid, eerste zin, wordt vervangen als volgt : « In oorlogstijd moet de hoofdgriffier van de militaire rechtbank te Brussel het bewijs leveren van de kennis van de Nederlandse en de Franse taal »;

3° § 2, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« In oorlogstijd moeten de griffiers bij de Duitse kamer van het Militair Gerechtshof en de griffiers bij de Duitse kamers van de militaire rechtbanken het bewijs leveren van de kennis van de Duitse taal op de wijze bedoeld in het eerste lid. »

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht

Art. 106. Artikel 9 van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling

Art. 107. In artikel 13 van de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling worden de woorden « of de krijgsauditeur » geschrapt.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires***Art. 108.** Sont abrogés :

- le Code de procédure pour l'armée de terre du 20 juillet 1814;
- l'arrêté du Prince souverain du 20 juillet 1814 qui met en vigueur en Hollande les Codes maritimes, le Code de procédure pour l'armée de terre et l'instruction provisoire pour la Haute Cour militaire;
- la loi du 20 juillet 1814 contenant l'Instruction provisoire pour la Haute Cour Militaire;
- le Code pénal militaire du 15 mars 1815;
- l'arrêté du Prince souverain (Guillaume d'Orange-Nassau) du 15 mars 1815, déclarant exécutoire en Hollande le Code pénal militaire et le règlement de discipline;
- l'arrêté du Gouvernement provisoire du 9 novembre 1830 relatif à la publicité donnée à toutes les affaires portées devant les conseils de guerre;
- la loi du 29 janvier 1849 portant institution d'une Cour militaire;
- les lois du 15 juin 1899 comprenant les titres I^{er} et II du Code de procédure pénale militaire;
- l'arrêté royal du 18 août 1914 relatif à la composition de la Cour militaire;
- l'arrêté-loi du 28 décembre 1915 concernant l'appel contre les jugements des conseils de guerre en campagne;
- l'arrêté-loi du 5 janvier 1916 concernant la milice nationale;
- l'arrêté-loi du 27 janvier 1916 réglant la procédure d'appel des jugements rendus par les conseils de guerre;
- l'arrêté-loi du 16 juin 1916 concernant la compétence des conseils de guerre en campagne;
- les articles 7 et 8 de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918 concernant la législation pénale - Modifications;
- l'arrêté royal du 18 novembre 1918 concernant le ressort des conseils de guerre permanents;
- la loi du 25 juin 1921 sur la procédure par défaut devant la juridiction militaire;
- l'arrêté-loi du 18 septembre 1944 relatif aux conseils de guerre permanents;
- la loi du 1^{er} juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix;
- la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies;
- la loi du 9 mars 1954 réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire;
- l'arrêté royal du 14 janvier 1957 fixant les attributions des chambres au sein des conseils de guerre permanents et y instituant des chambres temporaires;
- l'arrêté royal du 14 juillet 1971 relatif à l'emploi des langues dans les juridictions militaires.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen***Art. 108.** Worden opgeheven :

- het Wetboek voor de rechtspleging bij de landmacht van 20 juli 1814;
- het besluit van de soevereine Vorst van 20 juli 1814 waarbij de maritieme wetboeken, het Wetboek van de rechtspleging bij de landmacht, en de Provisionele Instructie voor het Hoog Militair Gerechtshof in werking treden;
- de wet van 20 juli 1814 houdende de Provisionele Instructie voor het Hoog Militair Gerechtshof;
- het Crimineel Wetboek voor het krijgsvolk ten lande van 15 maart 1815;
- het besluit van de Soevereine vorst (Willem van Oranje-Nassau) van 15 maart 1815 waarbij het Militair Strafwetboek en het tuchtreglement in Holland uitvoerbaar wordt verklaard;
- het besluit van het Voorlopig Bewind van 9 november 1830 betreffende de openbaar making van alle zaken die bij de krijgsraden worden aangebracht;
- de wet van 29 januari 1849 houdende instelling van een Krijgshof;
- de wetten van 15 juni 1899 houdende eerste en tweede titel van het Wetboek van strafrechtpleging voor het leger;
- het koninklijk besluit van 18 augustus 1914 houdende samenstelling van het Krijgsrechtshof;
- de besluitwet van 28 december 1915 met betrekking tot het beroep tegen de vonnissen van de krijgsraden ten velde;
- de besluitwet van 5 januari 1916 met betrekking tot de nationale militie;
- de besluitwet van 27 januari 1916 tot regeling van de rechtspleging in hoger beroep van de door de krijgsraden uitgesproken vonnissen;
- de besluitwet van 16 juni 1916 met betrekking tot de bevoegdheid van de krijgsraden ten velde;
- de artikelen 7 en 8 van de besluitwet van 14 september 1918 betreffende de wetgeving in strafzaken - Wijzigingen;
- het koninklijk besluit van 18 november 1918 betreffende het rechtsgebied van de bestendige krijgsraden;
- de wet van 25 juni 1921 betreffende de rechtspleging bij verstek voor de militaire rechtsmacht;
- de besluitwet van 18 september 1944 betreffende de bestendige krijgsraden;
- de wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet;
- de wet van 30 mei 1951 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt sommige in oorlogs-of mobilisatietijd toepasselijke beschikkingen eveneens van toepassing te verklaren op de leden van de Belgische strijdmachten belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen;
- de wet van 9 maart 1954 tot regeling van de uitoefening der voorziening in verbreking tegen de arresten en vonnissen van de militaire rechtscolleges;
- het koninklijk besluit van 14 januari 1957 tot vaststelling van de bevoegdheden van de kamers in de bestendige krijgsraden en tot oprichting aldaar van tijdelijke kamers;
- het koninklijk besluit van 14 juli 1971 inzake het taalgebruik voor militaire gerechten.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 109. Les magistrats nommés à la Cour militaire, à l'auditorat général près la Cour militaire et au conseil de guerre sont intégrés dans un cadre temporaire en voie d'extinction.

Les greffiers et le personnel du greffe nommés à la Cour militaire et au Conseil de guerre sont intégrés dans un cadre temporaire en voie d'extinction.

Les secrétaires et le personnel du secrétariat de parquet nommés à l'auditorat général près la Cour militaire sont intégrés dans un cadre temporaire en voie d'extinction.

Il ne peut être pourvu qu'une seule fois à chaque place du cadre temporaire en voie d'extinction.

Les places qui composent ce cadre sont supprimées au fur et à mesure que leurs titulaires cessent de les occuper, par suite de nomination à d'autres fonctions, de mise à la retraite, de démission, de destitution ou de révocation, de démission d'office ou de décès.

Art. 110. § 1^{er}. Le cadre temporaire de la Cour militaire est composé comme suit :

Président de la Cour militaire : 1

§ 2. Le cadre temporaire de l'auditorat général près la Cour militaire est composé comme suit :

Auditeur général : 1

Premier avocat général : 1

Avocat général : 1

Substitut de l'auditeur général : 1

§ 3. Le cadre temporaire de l'auditorat près le Conseil de guerre est composé comme suit :

Auditeur militaire : 1

Premiers substituts de l'auditeur militaire : 9

Substituts de l'auditeur militaire : 12

Art. 111. § 1^{er}. Le cadre temporaire du greffe de la Cour militaire est composé comme suit :

Greffier-chef de service : 1

Greffiers : 2

Rédacteur : 1

Employés : 2

§ 2. Le cadre temporaire du greffe du Conseil de guerre est composé comme suit :

Greffier en chef : 1

Greffiers-chefs de service : 1

Greffiers : 21

Greffier adjoint : 1

Rédacteurs : 6

Employés : 6

§ 3. Le cadre temporaire des secrétaires et du personnel du secrétariat de parquet de l'auditorat général près la Cour militaire est composé comme suit :

Secrétaire en chef : 1

Secrétaire-chef de service : 1

Secrétaires : 3

Rédacteurs : 2

Employés : 4.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 109. De magistraten benoemd bij het Militair Gerechtshof, bij het auditoraat-generaal van het Militair Gerechtshof en bij de Krijgsraad worden opgenomen in een tijdelijke afbouwformatie.

De griffiers en het griffiepersoneel benoemd bij het Militair Gerechtshof en bij de Krijgsraad worden opgenomen in een tijdelijke afbouwformatie.

De secretarissen en het parketsecretariaatspersoneel benoemd bij het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof worden opgenomen in een tijdelijke afbouwformatie.

In de tijdelijke afbouwformatie kan slechts eenmaal in elke betrekking worden voorzien.

De betrekkingen waaruit die formatie bestaat, worden afgeschaft naarmate de betrokkenen ze niet langer bekleden, tengevolge van een benoeming in andere ambten, pensionering, ontslag, ontzetting uit het ambt of afzetting, ontslag van ambtswege of overlijden.

Art. 110. § 1. De tijdelijke personeelsformatie van het Militair Gerechtshof is als volgt samengesteld :

Voorzitter van het Militair Gerechtshof : 1

§ 2. De tijdelijke personeelsformatie van het auditoraat bij het Militair Gerechtshof is als volgt samengesteld :

Auditeur-generaal : 1

Eerste advocaat-generaal : 1

Advocaat-generaal : 1

Substituut van de auditeur-generaal : 1

§ 3. De tijdelijke personeelsformatie van het auditoraat bij de Krijgsraad is als volgt samengesteld :

Militair auditeur : 1

Eerste substituten van de militaire auditeur : 9

Substituten van de militaire auditeur : 12

Art. 111. § 1. De tijdelijke personeelsformatie van de griffie van het Militair Gerechtshof is als volgt samengesteld :

Griffier-hoofd van dienst : 1

Griffiers : 2

Opsteller : 1

Beambten : 2

§ 2. De tijdelijke personeelsformatie van de griffie van de Krijgsraad is als volgt samengesteld :

Hoofdgriffier : 1

Griffiers-hoofd van dienst : 1

Griffiers : 21

Adjunct griffier : 1

Opstellers : 6

Beambten : 6

§ 3. De tijdelijke personeelsformatie van de secretarissen en van het parketsecretariaatspersoneel van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof is als volgt samengesteld :

Hoofdsecretaris : 1

Secretaris-hoofd van dienst : 1

Secretarissen : 3

Opstellers : 2

Beambten : 4.

Art. 112. Les magistrats du Ministère public près le conseil de guerre et les magistrats du ministère public près la Cour militaire repris dans le cadre temporaire sont délégués par le ministre de la Justice près le ministère public d'une juridiction civile. Les délégations se feront sur avis du procureur général compétent auquel viendra s'ajouter l'avis de l'auditeur général lors de la première délégation.

Ils peuvent également bénéficier de l'application des articles 308, 327, alinéas 2 et 3, et 327bis du Code judiciaire.

Outre l'avis du procureur général, les premières délégations se feront sur avis de l'auditeur général.

Art. 113. Les greffiers et les membres du personnel du greffe de la Cour militaire et du conseil de guerre repris dans le cadre temporaire sont délégués dans un greffe par le ministre de la Justice dans le grade de leur nomination ou désignation.

Les greffiers et les membres du greffe du conseil de guerre peuvent également être délégués au sein du secrétariat de parquet près un parquet dans le grade équivalent.

Lorsqu'à partir de cette délégation ils bénéficient de l'application de l'article 330 ou, pour ceux visés à l'alinéa 2, de l'article 330bis du Code judiciaire la délégation visée à l'alinéa 1^{er} ou 2 subsiste.

Art. 114. Les secrétaires et les membres du personnel du secrétariat de parquet de l'auditorat général près la Cour militaire repris dans le cadre temporaire sont délégués dans un secrétariat de parquet par le ministre de la Justice dans le grade de leur nomination ou désignation.

Lorsqu'à partir de cette délégation ils bénéficient de l'application de l'article 330bis du Code judiciaire la délégation visée à l'alinéa 1^{er} subsiste.

Art. 115. Les greffiers et le personnel du greffe près la Cour militaire repris dans le cadre temporaire qui sont délégués dans le grade de leur nomination dans un greffe d'une cour d'appel y sont nommés de leur consentement dès qu'une place y devient vacante et pour autant qu'ils aient obtenu l'évaluation « très bon ». En outre, cette nomination ne peut avoir lieu que pour autant qu'elle respecte la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Dans le cas où plusieurs personnes issues du greffe près la Cour militaire qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} sont déléguées dans le même greffe, la nomination revient à celui qui à l'ancienneté de grade la plus élevée. A égalité d'ancienneté de grade la nomination revient à celui qui a l'ancienneté de service la plus élevée. A égalité d'ancienneté de service la nomination revient au plus âgé.

Cette disposition n'est pas applicable au greffier en chef.

Art. 116. Les secrétaires et le personnel du secrétariat de parquet de l'auditorat général près la Cour militaire repris dans le cadre temporaire qui sont délégués dans le grade de leur nomination près un parquet du procureur général ou au parquet du procureur fédéral y sont nommés de leur consentement dès qu'une place y devient vacante et pour autant qu'ils aient obtenu la mention « très bon ».

Dans le cas où plusieurs personnes issues du secrétariat de parquet de l'auditorat général près la Cour militaire, qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, sont déléguées dans le même secrétariat de parquet, la nomination revient à celui qui à l'ancienneté de grade la plus élevée. A égalité d'ancienneté de grade la nomination revient à celui qui a l'ancienneté de service la plus élevée. A égalité d'ancienneté de service la nomination revient au plus âgé.

Cette disposition n'est pas applicable au secrétaire en chef.

Art. 117. Les greffiers et le personnel du greffe du conseil de guerre repris dans le cadre temporaire qui sont délégués dans le grade de leur nomination dans un greffe ou un parquet d'un tribunal de première instance ou d'un tribunal de police y sont nommés de leur consentement dès qu'une place y devient vacante et pour autant qu'ils aient obtenu l'évaluation très bon. En outre, cette nomination ne peut avoir lieu que pour autant qu'elle respecte la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Art. 112. Aan magistraten van het Openbaar Ministerie bij de krijgswaad en de magistraten van het openbaar ministerie bij het Militair Gerechtshof, behorend tot de tijdelijke personeelsformatie wordt door de minister van Justitie een opdracht gegeven bij het openbaar ministerie van een burgerlijk rechtscollege. De opdrachten worden gegeven op advies van de bevoegde procureur-generaal, waarbij het advies van de auditeur-generaal wordt gevoegd voor de eerste opdracht.

Zij kunnen eveneens genieten van de toepassing van artikelen 308, 327, tweede en derde lid, en 327bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Buiten het advies van de procureur-generaal, worden de eerste opdrachten gegeven op advies van de auditeur-generaal.

Art. 113. Aan de griffiers en de personeelsleden van de griffie van het Militair Gerechtshof en van de krijgswaad die behoren tot de tijdelijke personeelsformatie wordt door de minister van Justitie de opdracht gegeven om hun ambt te vervullen in een griffie in de graad van hun benoeming of aanwijzing.

De griffiers en de personeelsleden van de griffie van de krijgswaad kunnen ook een opdracht krijgen in een secretariaat van een parket in een gelijkwaardige graad.

Diegenen die voornoemde opdracht vervullen kunnen vervolgens genieten van de toepassing van artikel 330 of voor diegenen bedoeld in het tweede lid, van artikel 330bis van het Gerechtelijk Wetboek. In voornoemd geval blijft de opdracht bedoeld in het eerste en tweede lid evenwel behouden.

Art. 114. De secretarissen en de personeelsleden van het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof die behoren tot de tijdelijke personeelsformatie krijgen door de minister van Justitie in hun graad van benoeming of aanwijzing een opdracht in een parketsecretariaat.

Diegenen die voornoemde opdracht vervullen kunnen vervolgens genieten van de toepassing van artikel 330bis van het Gerechtelijk Wetboek. In voornoemd geval blijft de eerste opdracht evenwel behouden.

Art. 115. De griffiers en het personeel van de griffie bij het Militair Gerechtshof, behorend tot de tijdelijke personeelsformatie, die een opdracht krijgen in de graad waarin ze zijn benoemd om een ambt te vervullen in een griffie van een hof van beroep, worden daar met hun instemming benoemd zodra een betrekking vacant wordt en op voorwaarde dat zij de beoordeling « zeer goed » hebben gekregen. Overigens kan die benoeming alleen plaatsvinden indien daarbij de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken in acht wordt genomen.

Indien meerdere personen, die komen van de griffie van het Militair Gerechtshof en die de opdracht krijgen om een ambt te vervullen in dezelfde griffie, in de voorwaarden zijn, zoals bepaald in het eerste lid, komt de benoeming toe aan degene met de grootste graadanciënniteit. Bij gelijke graadanciënniteit komt de benoeming toe aan degene met grootste dienstanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit komt de benoeming toe aan de oudste.

Deze bepaling geldt niet voor de hoofdgriffier.

Art. 116. De secretarissen en het personeel van het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof, behorend tot de tijdelijke personeelsformatie, die een opdracht krijgen in de graad waarin ze zijn benoemd om een ambt te vervullen in een parket van de procureur-generaal of in het parket van de federale procureur, worden daar met hun instemming benoemd zodra een betrekking vacant wordt en op voorwaarde dat zij de beoordeling « zeer goed » hebben gekregen.

Indien meerdere personen, die komen van het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof en die de opdracht krijgen om een ambt te vervullen in hetzelfde parketsecretariaat, in de voorwaarden zijn, zoals bepaald in het eerste lid, komt de benoeming toe aan degene met de grootste graadanciënniteit. Bij gelijke graadanciënniteit komt de benoeming toe aan degene met de grootste dienstanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit komt de benoeming toe aan de oudste.

Deze bepaling geldt niet voor de hoofdsecretaris.

Art. 117. De griffiers en het personeel van de griffie van de krijgswaad, behorend tot de tijdelijke personeelsformatie, die een opdracht krijgen in de graad waarin ze zijn benoemd om een ambt te vervullen in een griffie of een parket van een rechtbank van eerste aanleg of van een politierechtbank, worden daar met hun instemming benoemd zodra een betrekking vacant wordt en op voorwaarde dat zij de beoordeling « zeer goed » hebben gekregen. Overigens kan die benoeming alleen plaatsvinden indien daarbij de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken in acht wordt genomen.

Dans le cas où plusieurs personnes issues du greffe du conseil de guerre qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} sont déléguées dans le même greffe ou secrétariat de parquet, la nomination revient à celui qui a l'ancienneté de grade la plus élevée. A égalité d'ancienneté de grade la nomination revient à celui qui a l'ancienneté de service la plus élevée. A égalité d'ancienneté de service la nomination revient au plus âgé.

Cette disposition n'est pas applicable au greffier en chef.

Art. 118. Les greffiers-chefs de service repris dans le cadre en voie d'extinction qui sont nommés greffier dans un greffe d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance ou d'un tribunal de police ou dans un secrétariat de parquet conservent leur mandat de chef de service à titre personnel. Le renouvellement du mandat est soumis aux dispositions du Code judiciaire.

Art. 119. Le secrétaire-chef de service repris dans le cadre en voie d'extinction qui est nommé secrétaire dans un parquet du procureur du Roi ou un parquet général ou au parquet fédéral conserve son mandat de chef de service à titre personnel. Le renouvellement du mandat est soumis aux dispositions du Code judiciaire.

Art. 120. Les dispositions de la deuxième partie, livre II, du Code judiciaire sont applicables aux magistrats, aux greffiers, aux secrétaires et au personnel des greffes et parquets repris dans le cadre en voie d'extinction.

En outre, les dispositions de la deuxième partie, livre I^{er}, titre VI, chapitre V *quinquies* du Code judiciaire sont applicables aux magistrats.

Les magistrats, les greffiers, les secrétaires et le personnel des greffes et du secrétariat de parquet repris dans les cadres temporaires délégués dans une juridiction, un parquet, un greffe ou un secrétariat de parquet sont, pour l'évaluation et la discipline, censés y être nommés dans le grade dans lequel ils sont délégués.

Art. 121. Les nominations visées aux articles 115, 116 et 117 interviennent sans qu'il soit fait application des articles 262, 273, 287 et 287bis du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment.

Art. 122. Le président de la Cour militaire continue à percevoir à titre personnel le traitement et les augmentations salariales y afférents et ce jusqu'au jour de sa mise à la retraite, de sa démission, de sa démission d'office, de sa destitution ou de son décès. Il conserve également ces avantages dans le cas où il est nommé ou désigné, de son consentement, pour exercer des fonctions auxquelles un traitement inférieur est lié.

Art. 123. L'auditeur général et l'auditeur militaire continuent à percevoir à titre personnel le traitement et les augmentations salariales y afférents, et ce jusqu'au jour de leur mise à la retraite, de leur démission, de leur démission d'office, de leur révocation, de leur décès ou le cas échéant de leur nomination ou désignation, de leur consentement, à une autre fonction à laquelle un traitement supérieur est attaché.

Art. 124. Le premier avocat général, l'avocat général près la Cour militaire et les premiers substituts de l'auditeur militaire conservent leur mandat à titre personnel. Toutefois, les dispositions du Code judiciaire concernant les mandats adjoints et l'article 102, § 2, de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats leur sont applicables.

Art. 125. L'application de la présente loi ne peut porter atteinte aux traitements, augmentations de traitement, suppléments de traitement et pensions des magistrats, des greffiers, des secrétaires et du personnel des greffes et du secrétariat de parquet repris dans les cadres temporaires en fonction au moment de son entrée en vigueur.

Art. 126. Lorsqu'un magistrat, un greffier, un secrétaire ou un membre du personnel repris dans le cadre temporaire est nommé ou désigné dans une juridiction civile, il prend rang à la date de sa nomination ou de sa désignation en cette qualité dans la juridiction militaire.

Art. 127. Les fonctions prestées au greffe de la Cour militaire sont assimilées à des fonctions prestées au greffe d'une cour d'appel.

Art. 128. Les fonctions prestées au secrétariat du parquet de l'auditorat général près la Cour militaire sont assimilées à des fonctions prestées au parquet près d'une cour d'appel.

Indien meerdere personen, die komen van de griffie van de krijgsraad en die de opdracht krijgen om een ambt te vervullen in dezelfde griffie of parketsecretariaat, in de voorwaarden zijn, zoals bepaald in het eerste lid, komt de benoeming toe aan degene met de grootste graadanciënniteit. Bij gelijke graadanciënniteit komt de benoeming toe aan degene met de grootste dienstanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit komt de benoeming toe aan de oudste.

Deze bepaling geldt niet voor de hoofdgriffier.

Art. 118. De griffiers-hoofden van dienst behorend tot de afbouwformatie die tot griffier zijn benoemd in een griffie van een hof van beroep, van een rechtbank van eerste aanleg of van een politierechtbank of in een parketsecretariaat behouden persoonlijk hun mandaat van hoofd van dienst. De verlenging van het mandaat is onderworpen aan de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 119. De secretaris-hoofd van dienst in de afbouwformatie die tot secretaris is benoemd bij een parket van de procureur des Konings, bij een parket-generaal of het federaal parket behoudt persoonlijk zijn mandaat van hoofd van dienst. De verlenging van het mandaat is onderworpen aan de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 120. De bepalingen van deel II, boek II, van het Gerechtelijk Wetboek gelden voor de magistraten, de griffiers en secretarissen alsook het personeel van de griffies en parketten behorend tot de afbouwformatie.

Bovendien gelden de bepalingen van deel II, boek I, titel VI, hoofdstuk *Vquinquies* van het Gerechtelijk Wetboek voor de magistraten.

Magistraten, griffiers, secretarissen en het personeel van de griffies en van het parketsecretariaat van de tijdelijke personeelsformatie, die een opdracht hebben gekregen in een gerecht, een parket, een griffie of een parketsecretariaat worden voor wat betreft de evaluatie en de tucht, geacht daar te zijn benoemd in de graad in dewelke zij de opdracht hebben gekregen.

Art. 121. De benoemingen bedoeld in de artikelen 115, 116 en 117 vinden plaats zonder toepassing van de artikelen 262, 273, 287 en 287bis van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging.

Art. 122. De voorzitter van het Militair Gerechtshof ontvangt ten persoonlijke titel de wedde en de overeenkomstige weddeverhogingen tot op de dag van zijn pensionering, zijn ontslag, zijn ontslag van ambtswege, zijn ontzetting uit het ambt of zijn overlijden. Hij behoudt die voordelen eveneens indien hij met zijn instemming wordt benoemd of aangewezen om een ambt uit te oefenen waaraan een lagere wedde is verbonden.

Art. 123. De auditeur-generaal en de krijgsauditeur blijven ten persoonlijke titel de hieraan verbonden wedde en weddeverhogingen ontvangen tot op de dag van hun inruststelling, hun ontslag, hun ontslag van ambtswege, hun afzetting, hun overlijden of totdat zij met hun instemming worden benoemd in of aangewezen voor een ander, beter bezoldigd ambt.

Art. 124. De eerste advocaat-generaal, de advocaat-generaal bij het Militair Gerechtshof en de eerste substituten van de militaire auditeur behouden hun mandaat ten persoonlijke titel. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende adjunct-mandaten alsmede artikel 102, § 2, van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem, zijn evenwel op hen van toepassing.

Art. 125. De toepassing van deze wet mag geen afbreuk doen aan de wedden, weddeverhogingen, weddebijlagen en pensioenen van de magistraten, de griffiers, de secretarissen en de personeelsleden van de griffies en het parketsecretariaat, die behoren tot de tijdelijke personeelsformaties die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet bestaan.

Art. 126. Wanneer een magistraat, griffier, secretaris of personeelslid behorend tot de tijdelijke personeelsformatie wordt benoemd of aangewezen in een burgerlijk rechtscollege, neemt hij rang op de datum van zijn benoeming of aanwijzing in die hoedanigheid bij het militair rechtscollege.

Art. 127. Een ambt uitgeoefend bij de griffie van het Militair Gerechtshof wordt gelijkgesteld met een ambt uitgeoefend bij de griffie van een hof van beroep.

Art. 128. Een ambt uitgeoefend in het parketsecretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof wordt gelijkgesteld met een ambt uitgeoefend bij het parket van een hof van beroep.

Art. 129. Les fonctions prestées au greffe du conseil de guerre sont assimilées à des fonctions prestées dans un greffe ou un parquet de première instance.

Art. 130. En application de l'article 309bis du Code judiciaire, inséré par l'article 94 de la présente loi, une première liste est arrêtée dans les deux années de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les magistrats, les membres et le personnel du greffe de la Cour militaire et du conseil de guerre, les membres et le personnel du secrétariat près l'auditorat général près la Cour militaire qui exercent ou ont exercé des fonctions au sein des juridictions militaires au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont dispensés du brevet en techniques militaires.

Les officiers, de même que les anciens officiers des cadres d'active ou de réserve des forces armées sont dispensés du brevet en techniques militaires.

Art. 131. Le Ministre de la Justice et le Ministre de la Défense prennent conjointement en charge toutes les mesures permettant d'appliquer immédiatement les dispositions de la présente loi dès la proclamation du temps de guerre. Ils prennent également en charge les moyens nécessaires tant en ce qui concerne le personnel qu'en ce qui concerne le matériel, pour les missions qui doivent avoir lieu en temps de paix hors du territoire national.

Art. 132. Le Roi détermine la destination définitive des archives produites et reçues par les juridictions supprimées.

CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

Art. 133. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) Session ordinaire 2002-2003

Chambre des représentants

Documents parlementaires 50-2108 :

001 : Projet de loi

002 : Amendement

003 : Amendements

004 : Amendements

005 : Amendements

006 : Amendement

007 : Rapport fait au nom de la commission

008 : Texte adopté par la commission de la justice

009 : Texte adopté par la commission

010 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

Sénat

Documents parlementaires 50-1535

001 : Projet transmis par la Chambre

003 : Rapport fait au nom de la commission

004 : Texte corrigé par la commission

005 : Amendements redéposés après l'approbation du rapport

Art. 129. Een ambt uitgeoefend bij de griffie van de krijgsraad wordt gelijkgesteld met een ambt uitgeoefend bij een griffie of een parket van eerste aanleg.

Art. 130. In toepassing van artikel 309bis van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 94 van deze wet, wordt een eerste lijst vastgesteld binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

De magistraten, de leden en het personeel van de griffie van het Militair Gerechtshof en van de Krijgsraad, de leden en het personeel van het secretariaat van het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof, die op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet een ambt uitoefenen of uitgeoefend hebben bij een militair gerecht, worden vrijgesteld van het brevet inzake militaire technieken.

De officieren, evenals de gewezen officieren van de actieve of reservekaders van de strijdkrachten zijn vrijgesteld van het brevet inzake militaire technieken.

Art. 131. De Minister van Justitie en de Minister van Landsverdediging zijn samen, vanaf de afkondiging van de oorlogstijd, belast om onmiddellijk alle maatregelen te nemen, nodig om de bepalingen van deze wet toe te passen. Ze stellen eveneens de noodzakelijke personeel en materiële middelen ter beschikking voor de missies die in vredetijd buiten het Belgisch grondgebied plaatsvinden.

Art. 132. De Koning bepaalt de definitieve bestemming van de archieven gevormd en ontvangen door de opgeheven gerechten.

HOOFDSTUK VIII. — *Slobepaling*

Art. 133. Deze wet treedt in werking op de dag bepaald door de Koning.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 april 2003.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Landsverdediging
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) Gewone zitting 2002-2003

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken 50-2108

001 : Wetsontwerp

002 : Amendement

003 : Amendementen

004 : Amendementen

005 : Amendementen

006 : Amendement

007 : Verslag namens de commissie

008 : Tekst aangenomen door de commissie

009 : Tekst aangenomen door de commissie

010 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat

Senaat

Parlementaire stukken 50-1535

001 : Ontwerp overgezonden door de Kamer

003 : Verslag namens de commissie

004 : Tekst verbeterd door de commissie

005 : Amendementen opnieuw ingediend na de goedkeuring van het verslag